



Déclaration de projet valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme

COMMUNE DE CERCOUX

Projet de parc solaire de panneaux photovoltaïques

*Mémoire en réponse à l'avis de la Mission Régionale
d'Autorité environnementale sur la Déclaration de
Projet de la commune de Cercoux*



SOMMAIRE

A. Préambule	4
1. Contexte réglementaire	5
B. Analyse de l'avis de la MRAe	6
1. Réponses aux recommandations de la MRAe	7
Observation n° 1 de la MRAe - Prise en compte des incidences Natura 2000	7
Observation n° 2 de la MRAe - Recentrer l'analyse sur les évolutions du PLU	11
Observation n° 3 de la MRAe - Adapter les indicateurs de suivi	16
Observation n° 4 de la MRAe - Analyse de la compatibilité du PLU avec les documents supracommunaux	17
Observation n°5 de la MRAe - Amélioration du résumé non-technique	20
Observation n° 6 de la MRAe - Justification des choix de la zone Npv et explication de la compatibilité avec la stratégie de l'Etat et des documents de rangs supérieurs	22
Observation n° 7 de la MRAe - Consommation d'espaces et maintien des fonctions écologiques du secteur	28
Observation n° 8 de la MRAe - Réversibilité de l'usage des sols	32
Observation n° 9 de la MRAe - Prise en compte des risques feux de forêts	32
Observation n° 10 de la MRAe - Analyse des sensibilités paysagères	33
Observation n° 12 de la MRAe - Carte du futur zonage Npv au regard des enjeux environnementaux et patrimoniaux	37
Observation n° 13 de la MRAe - Intégrer des mesures d'évitement et de réduction dans le règlement écrit	38
Observation n° 14 de la MRAe - Décliner les continuités écologiques et leurs dispositions réglementaires	40
Observation n° 15 de la MRAe - Garantir le passage de la faune locale	43

A. PRÉAMBULE



1. Contexte réglementaire

La Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) de la Nouvelle-Aquitaine a été saisie par la commune de Cercoux le 25 août 2025 pour rendre un avis à l'occasion de la Déclaration de Projet valant mise en compatibilité du PLU de la commune.

Cet avis porte sur l'évaluation environnementale de la Déclaration de Projet et sur la prise en compte de l'environnement par le PLU. L'avis de la MRAe, est un avis simple qui n'est ni favorable, ni défavorable, il vise à améliorer la conception du projet et à permettre la participation du public à l'élaboration des décisions qui le concerne. L'avis de la MRAe a été donnée suite à une délibération en date du 13 novembre 2025. Les principales recommandations de la MRAe sont présentées dans la partie suivante et l'ensemble de l'avis de la MRAe est joint au dossier d'enquête publique.

Le présent mémoire de réponse à l'avis de la MRAe a pour objectif d'apporter des éléments d'analyse et de réponse aux observations de la MRAe. Il convient dans ce document d'expliquer les ajustements et les justifications qui seront apportés au dossier.

B. ANALYSE DE L'AVIS DE LA MRAE



1. Réponses aux recommandations de la MRAe

Observation n° 1 de la MRAe - Prise en compte des incidences Natura 2000

Résumé de l'observation :

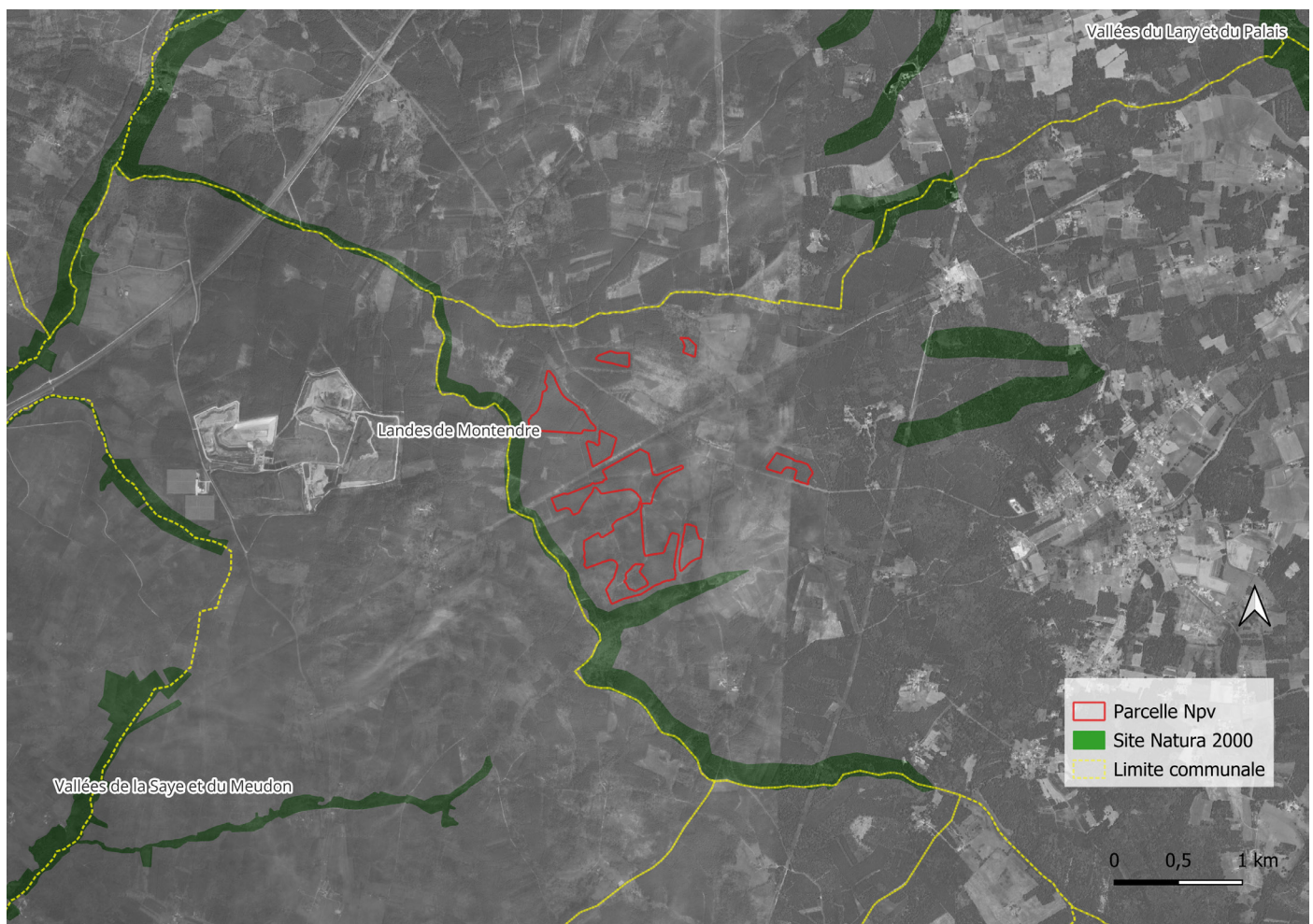
"Le Code de l'environnement exige de lever toute ambiguïté portant sur le risque d'incidences notables en amont de l'approbation de la mise en compatibilité du plan. En conséquence la MRAe demande de compléter le dossier par une analyse des incidences potentielles de la mise en compatibilité du PLU de Cercoux sur les sites Natura 2000."

Pièce concernée par la remarque :

Notice de présentation

Réponse de la collectivité :

Le dossier sera complété par une analyse des incidences potentielles sur le réseau Natura 2000. Celle-ci s'attachera à démontrer si l'évolution du PLU peut avoir un effet notable en affectant les habitats ou espèces d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation d'un site N2000. Une cartographie de la localisation des parcelles qui changent de zonage est réalisée afin d'identifier les sites N2000 à proximité.



Les parcelles concernées par le projet de zonage Npv sont localisées à proximité de plusieurs sites du réseau Natura 2000 :

- FR5402010 Vallées du Lary et du Palais (5km)
- FR7200689 Vallée de la Saye et du Meudon (2km)
- **FR5400437 Landes de Montendre (attenant)**

Le lien écologique des sites "Vallées du Lary et du Palais" ainsi que "Vallée de la Saye et du Meudon" est modéré à faible avec la localisation des parcelles concernées par projet de zonage Npv. En outre, le site FR5400437 "Landes de Montendre" possède un lien fort compte tenu de sa proximité. C'est sur celui-ci que l'analyse des incidences va porter.

DESCRIPTION DE LA ZSC FR5400437 "LANDES DE MONTENDRE"

Le site Natura 2000 des "Landes de Montendre" constitue un ensemble exceptionnel par la diversité de ses milieux et l'originalité de ses associations végétales : landes sèches à Ciste en ombelle, landes humides à Bruyère ciliée, landes tourbeuses à Piment royal, tourbières acides à droséras, prairies maigres riches en orchidées, étangs et ruisselets aux eaux pauvres et acides, aulnaies marécageuses à Osmonde royale et même, localement, pelouses calcicoles thermophiles. Ainsi, les "Landes de Montendre" intègrent 12 habitats d'intérêt communautaire dont 3 sont prioritaires.

Grâce à la diversité des habitats présents, le site Natura 2000 des Landes de Montendre accueillent une biodiversité particulièrement diversifiée avec de nombreuses espèces à enjeux dans tous les groupes : flore (Flûteau nageant *Luronium natans*, Narthécie des marais *Narthecium ossifragum*, ...), mammifères (Vison d'Europe *Mustela lutreola*, Petit Rhinolophe *Rhinolophus hipposideros*, ...), reptiles (Cistude d'Europe *Emys orbicularis*, Lézard ocellé *Timon lepidus*, ...), amphibiens (Crapaud calamite *Epidalea calamita*, Alyte accoucheur *Alytes obstetricans*, ...), insectes (Fadet des laiches *Coenonympha oedippus*, Leucorrhine à front blanc *Leucorrhinia albifrons*, ...), oiseaux (Alouette calandrelle (*Calandrella brachydactyla*, Fauvette pitchou *Sylvia undata*, ...), poissons (Toxostome *Parachondostoma toxostoma* et Lamproie de Planer *Lampetra planeri*) et crustacés et mollusques (Écrevisse à pattes blanches *Austropotamobius pallipes* et Vertigo de Desmoulins *Vertigo moulinsiana*).

ÉVALUATION DU PROJET DE ZONAGE POUR LES HABITATS D'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE

Les données issues des investigations de terrain, menées par Soler IDE pour le compte de Voltalia dans le cadre de l'étude d'impact, révèle que le projet de zonage Npv comprend 2 habitats inscrits à la Directive "Habitat", également présent au sein de la ZSC "Landes de Montendre" :

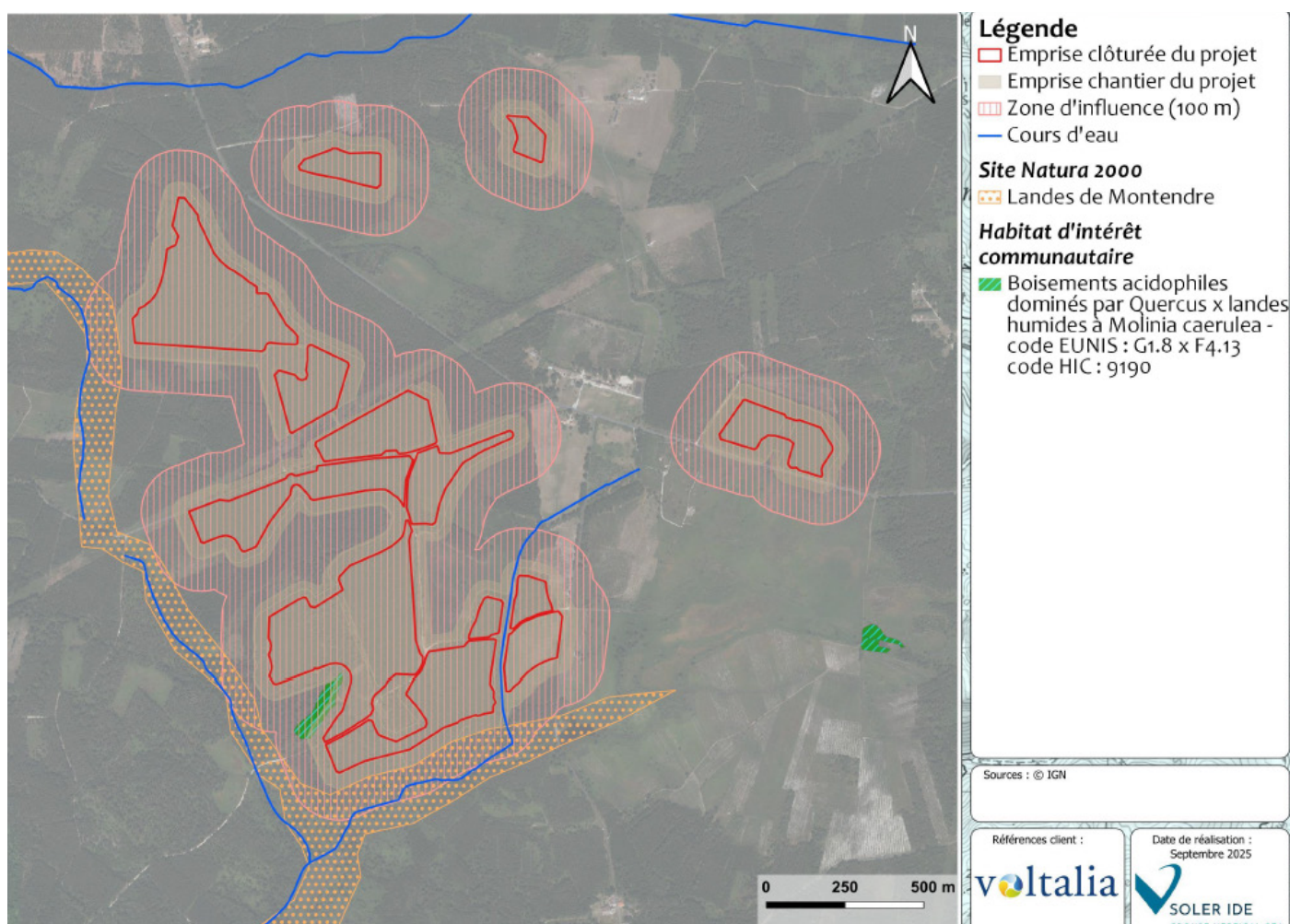
- Lacs, étangs et mares permanents dystrophes : il s'agit de l'étang de Levrault situé au sud au sein de l'aire d'étude, mais en dehors des parcelles concernées par le projet de zonage Npv. **Il n'y a pas d'incidences sur cet habitat.**
- Boisements acidophiles dominée par *Quercus* X Landes humides à *Molinia caerulea* : à l'échelle des parcelles concernées par le zonage Npv, ils s'établissent ponctuellement sur des superficies très réduites en marge des plantations forestières exploitées. Des surfaces plus importantes ont été observées mais en dehors desdites parcelles. **La surface totale concernée par le zonage Npv est de 0,43 ha.**

ÉVALUATION DU PROJET DE ZONAGE POUR LES ESPÈCES D'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE

Concernant la flore d'intérêt communautaire, aucune espèce citée à l'annexe II de la directive habitat n'a été recensée.

La faune d'intérêt patrimonial ayant justifié la désignation du site Natura 2000 des Landes de Montendre présente sur la future zone Npv compte 8 espèces : La Cistude d'Europe, la Loutre d'Europe, le Vison d'Europe, la Barbastelle d'Europe, le Grand Murin, le Murin à oreilles échancrées, le Murin de Beschstein et le Petit Murin.

L'ensemble des habitats favorables et les espaces vitaux de proximité des reptiles et mammifères (hors chiroptères) sont totalement évités par la projet de zonage. Les incidences potentielles principales concernent les chiroptères puisqu'ils utilisent potentiellement l'ensemble du périmètre de la future zone Npv pour la chasse et/ou le transit. Ces milieux sont susceptibles d'être détruit ou dégradé. Toutefois la majeure partie du futur zonage Npv s'établit sur des milieux forestiers fortement influencés par la gestion et l'exploitation sylvicole. Historiquement, les plantations de Pin sont venues progressivement occuper un territoire de forêt de feuillus, ce qui réduit considérablement leur intérêt écologique. Les milieux forestiers préférentiellement utilisés par les chiroptères sont minoritaires au sein du périmètre Npv.



MESURES ENVISAGÉES PAR LE PORTEUR DE PROJET

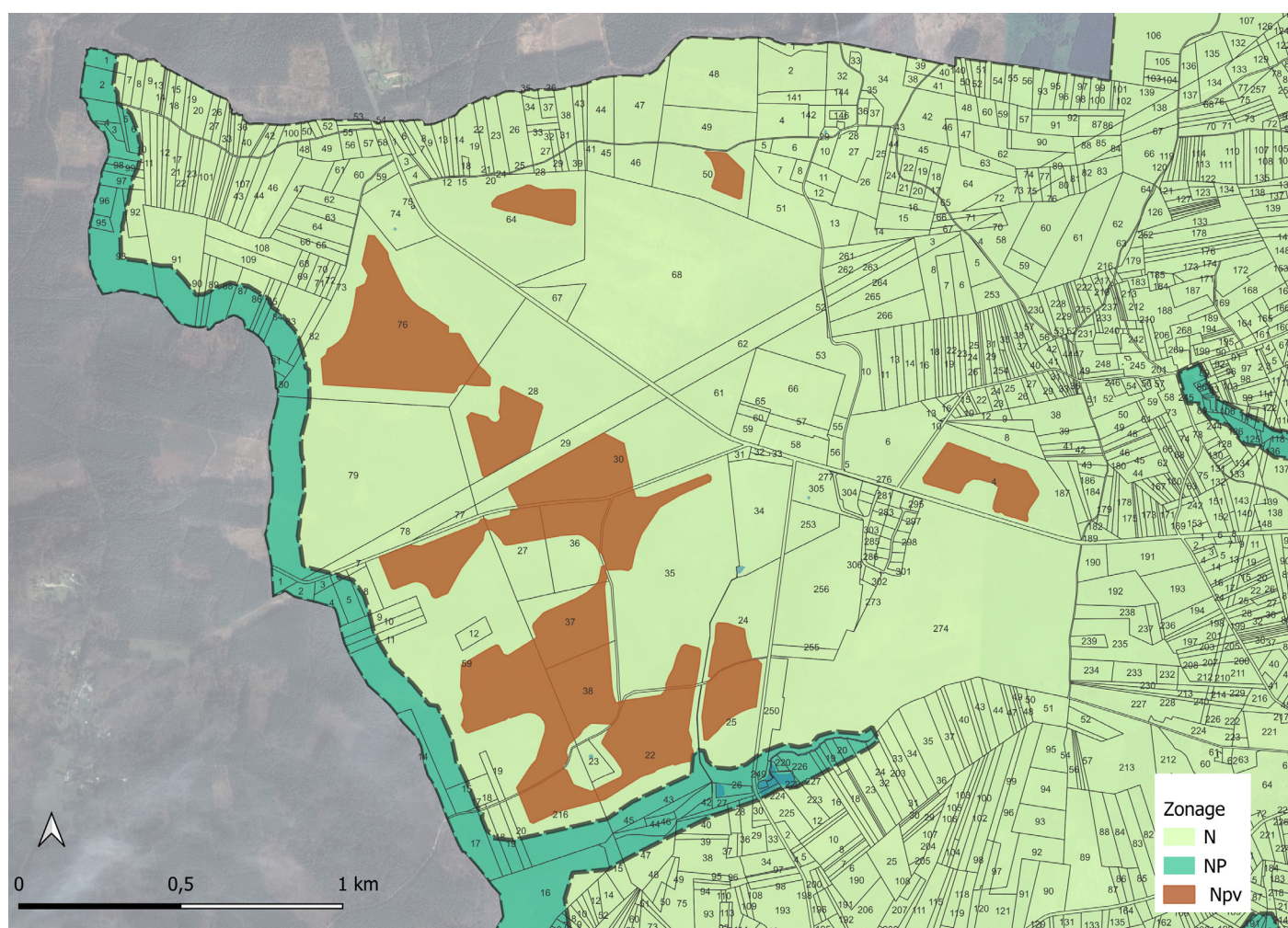
Le maître d'ouvrage s'engage par ailleurs à mettre en oeuvre plusieurs mesures d'évitement et de réduction ayant trait à la protection de la faune (limitation des nuisances sonores, sauvetage avant défrichage, adaptation de la période de travaux, et.), de la flore et des habitats (mise en défens, gestion écologique, lutte contre les EEE), à la préservation des sols (absence de produits phytosanitaires ou polluants, lutte contre l'érosion) et à la gestion de l'emprise et des pratiques de chantier.

L'ensemble des mesures prises pour limiter les impacts du projet sur l'environnement sont développées dans la réponse à l'Observation n°13 de la MRAe - Intégrer des mesures d'évitement et de réduction dans le règlement écrit". Les prescriptions autour de la réversibilité du projet, de la protection des zones humides, de la gestion favorable aux

milieux naturels, au maintien des continuités écologiques ou encore à la préservation du paysage sont mises en avant dans cette réponse.

CONCLUSION DE L'INCIDENCE NATURA 2000 DU PROJET DE ZONAGE

Le projet de zonage Npv a évolué au cours du temps dans le but de limiter son impact et ainsi de préserver les enjeux relatifs à la faune, la flore et aux habitats naturels d'intérêt communautaire, ces espaces étant par ailleurs classés en N et Np. Le projet de zonage Npv n'entraîne pas d'atteinte significative sur l'état de conservation des populations d'espèces et des habitats d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation de la ZPS FR5400437 Landes de Montendre. Il n'entraîne pas non plus de rupture de corridor écologique, de modification de comportement hydrique ou de pollutions remettant en cause ni l'état de conservation des sites Natura 2000 ni leur gestion.



Observation n° 2 de la MRAe - Recentrer l'analyse sur les évolutions du PLU

Résumé de l'observation :

"La MRAe recommande de compléter la notice de présentation de la mise en compatibilité en recentrant l'analyse sur les évolutions du PLU, leurs incidences potentielles et les dispositions (en particulier réglementaires) intégrées au projet de mise en compatibilité permettant d'en limiter les incidences sur l'environnement. Recentrer l'évaluation environnementale sur les incidences potentielles sur le PLU, les mesures d'évitement et de réduction à mettre en oeuvre par la commune de Cercoux"

Pièce concernée par la remarque :

Notice de présentation

Réponse de la collectivité :

Le dossier sera recentré sur l'évaluation environnementale des incidences potentielles du changement de zonage du PLU, indépendamment du projet photovoltaïque à venir. En effet, même si aucun projet n'est encore réalisé, l'évolution du PLU constitue déjà un impact car elle modifie la vocation du sol et ouvre des droits à construire. L'analyse portera sur les effets possibles de l'ouverture à une nouvelle occupation du sol (changement de zonage N en Npv) et intégrera également les mesures d'évitement et de réduction que la commune peut inscrire dans le PLU.

CRÉATION D'UNE ZONE Npv

Les terrains concernés par le projet sont actuellement classés en zone N. Un projet de centrale solaire photovoltaïque nécessite la création d'un zonage spécifique permettant la faisabilité du projet. La mise en compatibilité du PLU implique la mise en place d'une zone naturelle spécifique Npv au sein du périmètre en question.

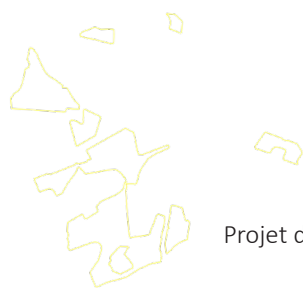
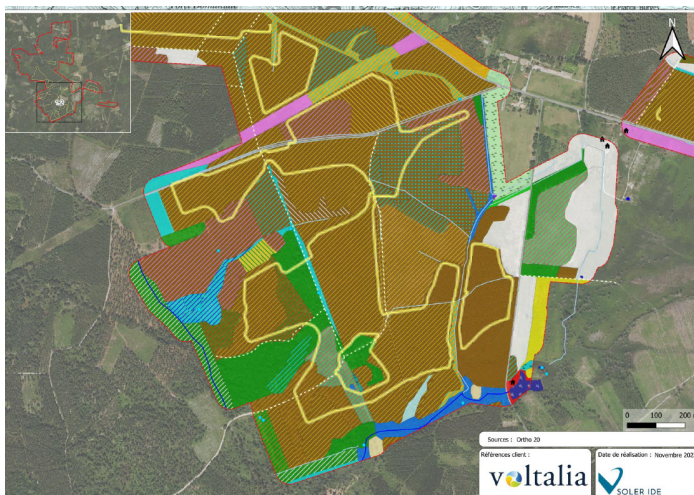
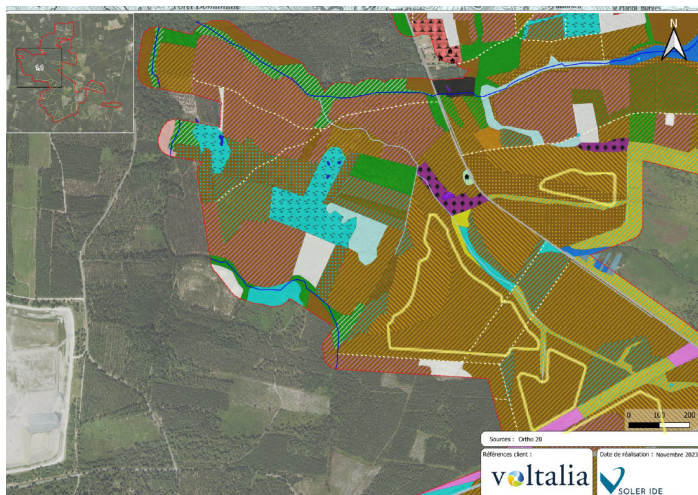
ANALYSE DES INCIDENCES DU CHANGEMENT DE ZONAGE

Biodiversité et milieu naturel

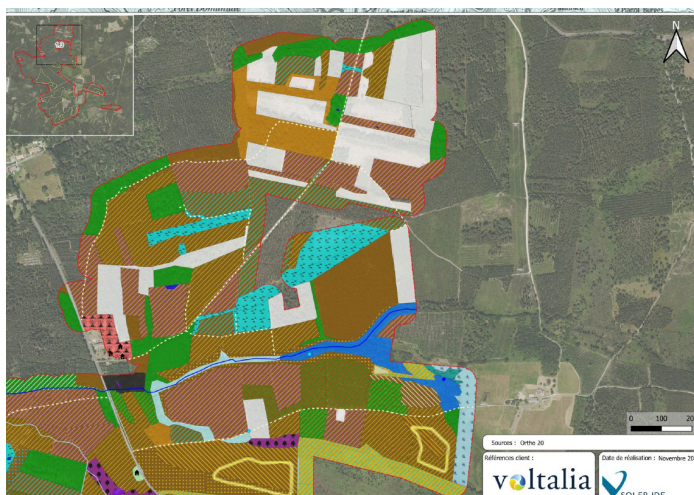
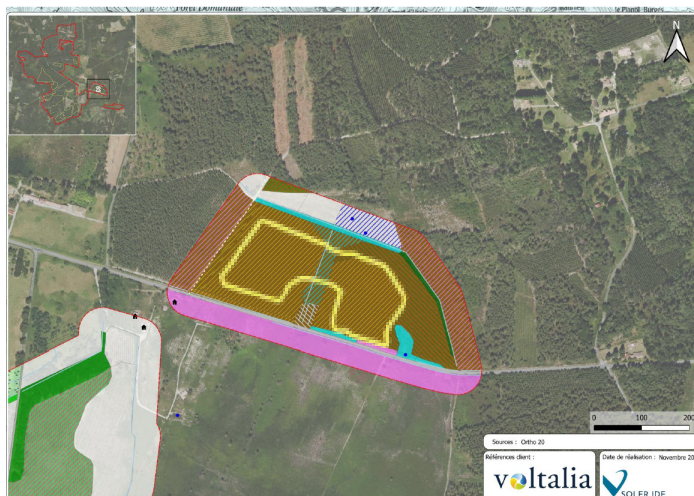
Le secteur est à proximité immédiate de la ZSC "Landes de Montendre et intercepte le périmètre de la ZNIEFF de type I "Landes de Montendre". Des prospections naturalistes ont été effectuées de fin 2022 à début 2024 sur une plus large zone, dans le cadre de l'étude d'impact du projet de centrale photovoltaïque.

L'aire d'étude est caractéristique des milieux du littoral atlantique. En effet, les habitats témoignent de communautés d'espèces adaptées aux sols acides humides à mésohygrophiles appelées "Landes". Ces milieux sont caractérisés par la présence d'ajoncs, de bruyères et de Molinie. En dehors des formations végétales spontanées, la culture de Pin maritime occupe la majorité des terrains. Ponctuellement, les boisements sont occupés par des chênes et plus rarement des Bouleaux ou des Châtaigniers. Deux habitats patrimoniaux inscrits à la Directive Habitat ont toutefois été recensés : Lacs, étangs et mares permanents dystrophes (EUNIS C1.4, Code Directive 3160) et Boisements acidophiles dominés par *Quercus* X Landes humides à *Molinia caerulea* (EUNIS G1.8 X F4.13, Code Directive 9190-1).

Au droit des parcelles concernées par le projet de zonage Npv, l'occupation du sol est largement dominé par la pinède. Influencés par la gestion et l'exploitation sylvicole du Pin maritime, ils représentent un habitat dégradé écologiquement peu fonctionnel. Ponctuellement, la pinède est accompagné en sous-bois ou en mélange dans la strate arborée avec des formations végétales spontanées revêtant localement un caractère humide.



Projet de zonage Npv

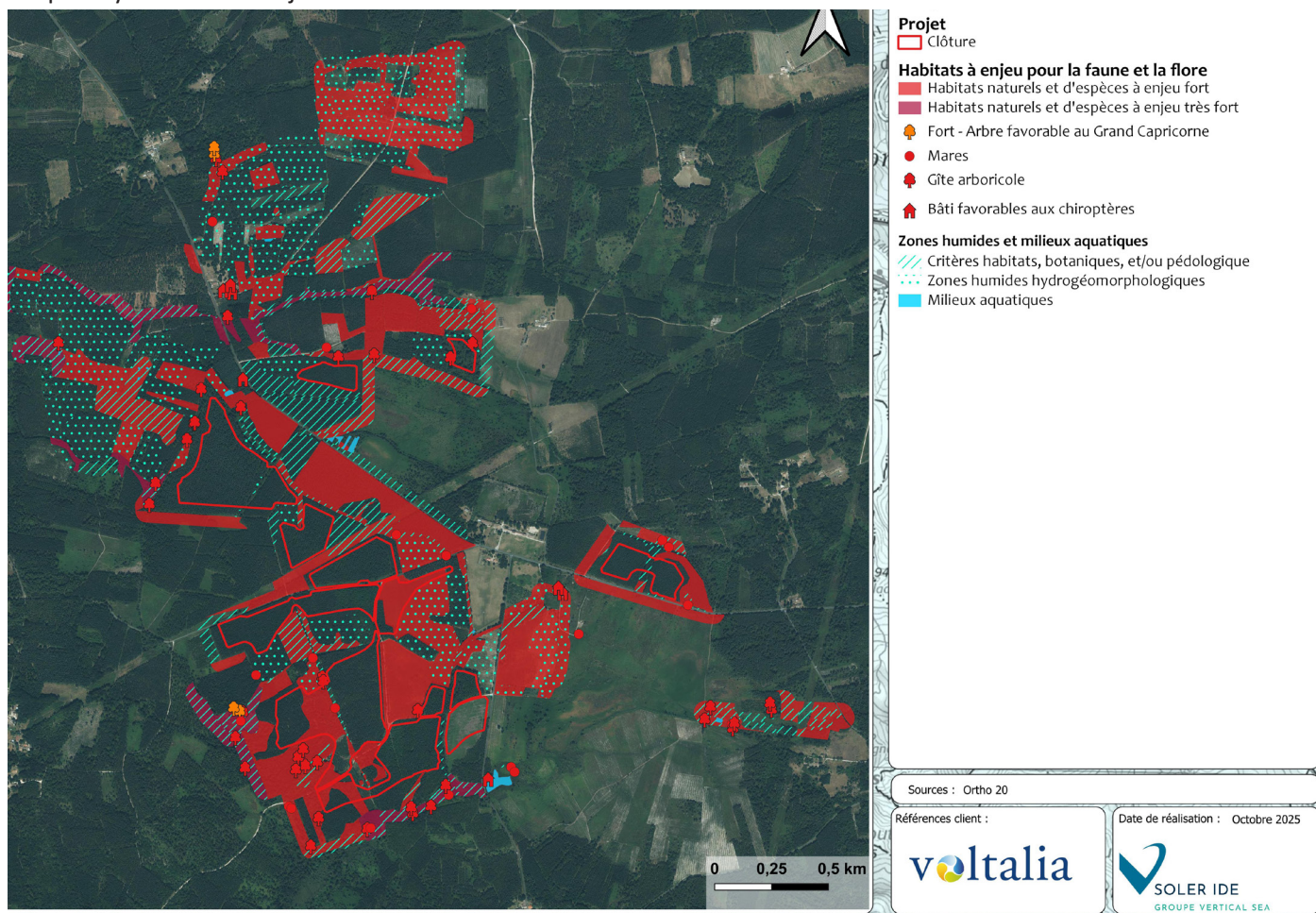


Aire d'étude Immédiate

Habitats naturels et anthropiques selon la typologie EUNIS

- Alignements d'arbres - G5.1
- Bois atlantiques de Quercus robur et Betula - G1.81
- Boisements acidophiles dominés par Quercus - G1.8
- Boisements acidophiles dominés par Quercus x châtaigneraies à Castanea sativa - G1.8 x G1.7D
- Boisements acidophiles dominés par Quercus x landes humides à Molinia caerulea - G1.8 x F4.13
- Boulaies humides - G1.9111
- Châtaigneraies à Castanea sativa - G1.7D
- Coups forestières récentes - G5.8
- Coups forestières récentes x bas-marais oligotrophes - G5.8 x D2.2
- Formations à Pteridium aquilinum - E5.3
- Formations à Pteridium aquilinum x boisements acidophiles dominés par Quercus - E5.3 x G1.8
- Fourrés à Ulex europaeus - F3.15
- Fourrés atlantiques sur sols pauvres - F3.13
- Fourrés atlantiques sur sols pauvres x landes humides à Molinia caerulea - F3.13 x F4.13
- Fourrés ripoles - F9.1
- Fourrés tempérés - F3.1
- Grands jardins non domestiques - X2.3
- Lacs permanents dystrophes - C1.4
- Landes atlantiques à Erica et Ulex - F4.23
- Landes humides à Molinia caerulea - F4.13
- Landes humides méridionales - F4.12
- Landes humides x fourrés sur bas-marais acides à Myrica gale - F4.1 x D2.2A
- Mares eutrophes permanentes - C1.3
- Mares mésotrophes permanentes - C1.2
- Mares temporaires - C1.6
- Pâturages permanents mésotrophes et prairies de post-pâturage - E2.1
- Petits jardins ornementaux et domestiques - I2.2
- Phragmites à Phragmites australis - C3.21
- Plantations de conifères exotiques - G3.F2
- Plantations de Pin maritime des Landes - G3.713
- Plantations de Pin maritime des Landes x boisements acidophiles dominés par Quercus - G3.713 x G1.8
- Plantations de Pin maritime des Landes x boisements acidophiles dominés par Quercus x châtaigneraies à Castanea sativa - G3.713 x G1.8 x G1.7D
- Plantations de Pin maritime des Landes x boulaies humides aquitaino-ligériennes - G3.713 x G1.91112
- Plantations de Pin maritime des Landes x formations à Pteridium aquilinum - G3.713 x E5.3
- Plantations de Pin maritime des Landes x fourrés à Ulex europaeus - G3.713 x F3.15
- Plantations de Pin maritime des Landes x fourrés atlantiques sur sols pauvres - G3.713 x F3.13
- Plantations de Pin maritime des Landes x fourrés atlantiques sur sols pauvres x landes humides à Molinia caerulea - G3.713 x F3.13 x F4.13
- Plantations de Pin maritime des Landes x landes atlantiques à Erica et Ulex - G3.713 x F4.23
- Plantations de Pin maritime des Landes x landes humides à Molinia caerulea - G3.713 x F4.13
- Plantations de Pin maritime des Landes x landes humides méridionales - G3.713 x F4.12
- Plantations forestières très artificielles de feuillus caducifoliés - G1.C
- Prairies mésiques - E2
- Prairies oligotrophes humides ou mouilleuses - E3.5
- Réseaux routiers - J4.2
- Stades initiaux des plantations x formations à Genêt à balais plantaires et collinéennes - G5.7 x F3.141
- Zones incendiées faiblement végétalisées x landes humides à Molinia caerulea - H5.52 x F4.13
- Zones marécageuses dominées par Juncus effusus ou d'autres grands Juncus - D5.3

Les enjeux principaux sont représentés d'une part par les boisements, susceptibles d'être utilisés par les chiroptères en chasse et/ou en transit, et d'autre part par les zones humides. Le projet de zonage Npv a été strictement délimité au besoin du projet de centrale photovoltaïque, évitant ainsi les zones les plus sensibles au regard des enjeux. La carte ci-après synthétise les enjeux naturels identifiés.



Afin de préserver les milieux naturels et de favoriser la biodiversité, des dispositions réglementaires propres à la zone Npv sont proposées :

Le projet doit être réversible. Toutes les installations et constructions doivent être entièrement démontables afin de garantir la remise en état complète du site à l'issue de l'exploitation :

- › À l'issue de l'exploitation, le démantèlement des installations et la remise en état du site sont obligatoires
- › Le site doit retrouver un état naturel fonctionnel : le reboisement par plantation de résineux, notamment le Pin maritime, n'est pas recommandée.
- › La restauration écologique privilégiera le reboisement par plantation d'essences feuillues adaptées, le cas échéant la mise en place d'une gestion conservatoire extensive des milieux ouverts abritant des espèces patrimoniales ou encore laisser en libre évolution les espaces restants afin de permettre une recolonisation forestière naturelle.

Les zones humides, comprenant celles identifiées dans l'étude d'impact du projet de centrale photovoltaïque, sont inconstructibles et doivent être préservées de toute installation :

- › Si elles ne peuvent être évitées, les voies d'accès doivent y être perméables et l'implantation éventuelle d'ouvrages, notamment de panneaux, doit être strictement limitée et réalisée exclusivement au moyen de structures légères de type pieux battus ou vissés ; les fondations lourdes, telles que les semelles en béton, y sont interdites.

- › *En cas d'atteinte ou de destruction inévitable d'une zone humide, une compensation écologique minimale de deux unités restaurées ou créées pour une unité impactée (ratio 2:1) est exigée.*

Les espaces libres de toute construction, y compris sous les panneaux et entre les rangs ainsi qu'aux zones débroussaillées autour du parc, doivent conserver un couvert végétal permanent :

- › *Ces espaces seront gérés selon une approche écologique par fauche tardive annuelle avec exportation et/ou pâturage extensif, limitant le dérangement des espèces et favorisant le maintien de conditions favorables à l'établissement de la biodiversité.*
- › *L'utilisation de produits chimiques et de phytosanitaires y est interdite.*

Aussi, la modification de zonage de N en Npv sur les parcelles concernées devrait permettre le maintien de conditions favorables à l'accueil des cortèges faunistiques et floristiques des milieux ouverts.

Sols

Le changement de zonage N en Npv concourt à réduire la protection du sol. L'impact sur la potentielle artificialisation et/ou imperméabilisation des sols est réduite par des mesures intégrées au règlement :

- › *Les installations doivent être intégralement réversibles et privilégier un ancrage par pieux battus ou vissés. Les dalles ou fondations béton sont interdites, sauf justification technique.*
- › *Les voies d'accès doivent être perméables (graves naturelles ou graviers).*

Compte tenu des dispositions visant à limiter l'artificialisation et à préserver la perméabilité des sols, le changement de zonage de N en Npv n'entraînera pas d'incidence notable sur l'état et le fonctionnement des sols des terrains concernés.

Patrimoine et paysage

Le secteur appartient à l'unité paysagère « le Double et le Landais », caractérisée par un relief peu marqué et une forte présence de boisements. La zone Npv est surtout visible de manière proche (partiellement depuis la D145 et les hameaux à proximité), tandis que les vues lointaines sont limitées (aucune visibilité depuis le monument historique le plus proche n'est à attendre). L'intégration paysagère d'un futur projet devra donc être réfléchie afin d'être intégré au mieux dans la composante rurale et naturelle du territoire. L'enjeu relatif au paysage est faible considérant le contexte paysager boisé.

Les prescriptions réglementaires applicables en zone Npv imposent une intégration paysagère renforcée, afin de préserver le paysage et les caractéristiques naturelles du secteur :

En plus des contraintes d'implantation, l'intégration paysagère des constructions et installations liées au parc photovoltaïque devra faire l'objet d'une attention particulière :

- › *Tout comme les clôtures, les postes électriques doivent adopter des coloris sombres pour se fondre dans leur environnement.*
- › *Aucune modification significative du terrain n'est autorisée, le projet devant s'adapter à la topographie existante sans modification des courbes de relief.*

- › *Lorsqu'elles sont visibles depuis la voirie, les clôtures doivent obligatoirement être doublées d'une haie vive composée d'essences locales diversifiées.*
- **Ainsi, les incidences sur la patrimoine et le paysage sont considérées comme très faible.**

Risques majeurs

Le secteur s'inscrit dans un contexte fortement forestier et les parcelles concernées par le changement de zonage sont entourées de boisements. Le couvert herbacé entretenue et la présence de pistes internes (5 m de large) faisant office de coupe-feu réduisent le potentiel combustible, tout comme la mise en oeuvre des Obligations légales de débroussaillage (OLD), indépendamment des règles propres au PLU conformément à l'arrêté préfectoral n°20EB768 portant classement de massifs forestiers à risque de feux de forêts et des obligations légales de débroussaillage. Une prescription peut être adaptée dans le cadre de la zone Npv :

Toute construction ou installation doit pouvoir être défendue en cas d'incendie :

- › *Le projet devra être accessible aux engins de secours*
- › *Le projet devra se doter de citernes d'eau dédiées à la protection incendie.*

Par ces moyens, la modification du zonage permettra de maîtriser tout départ de feu éventuel.

Ressource en eau

Par sa nature, le projet ne sera pas consommateur d'eau, le fonctionnement d'une centrale photovoltaïque ne nécessitant pas de raccordement au réseau d'eau potable. L'activité photovoltaïque ne sera pas source de consommation d'eau. En outre, le règlement demande l'infiltration des eaux pluviales dans l'unité foncière.

La modification du zonage n'a pas d'incidences sur la ressource en eau.

CONCLUSION SUR LES INCIDENCES DU CHANGEMENT DE ZONAGE

La modification du zonage de N en Npv est encadrée par des mesures réglementaires au regard des enjeux identifiés, visant à préserver les milieux naturels, la biodiversité, le paysage, les sols et à prévenir les risques incendie. Compte tenu de ces dispositions, les incidences du changement de zonage sur l'environnement et les ressources locales sont considérées comme non significatives.

Les incidences et mesures associées relatives aux continuités écologiques sont spécifiquement traitées dans la réponse à l'observation n°14

Observation n° 3 de la MRAe - Adapter les indicateurs de suivi

Résumé de l'observation :

"La MRAe recommande d'identifier les indicateurs d'ores et déjà mis en œuvre dans le PLU en vigueur susceptibles d'évoluer significativement sous l'effet de la mise en compatibilité du PLU, et d'en définir de nouveaux, le cas échéant, afin de disposer d'un outil de suivi pertinent du PLU ainsi modifié."

Pièce concernée par la remarque :

Notice de présentation

Réponse de la collectivité :

Le dossier intégrera l'identification des indicateurs du PLU en vigueur susceptibles d'évoluer avec le PLU modifié et la définition de nouveaux indicateurs le cas échéant.

LES INDICATEURS DE SUIVI DU PLU EN VIGUEUR

Conformément au Code de l'urbanisme, la présente déclaration de projet faisant l'objet d'une évaluation environnementale, fera l'objet d'une analyse des résultats de l'application du plan. Pour cela il est nécessaire d'identifier les indicateurs en vigueur susceptibles d'évoluer avec le PLU modifié.

La mise en compatibilité du PLU peut affecter plusieurs indicateurs existants (Évolution des surfaces en pinèdes - Qualité des cours d'eau - Qualité de la ressource en eau exploitée). Toutefois, la qualité de l'eau (cours d'eau ou exploitée) n'est pas mesurable et difficilement évaluable sur la zone concernée. En outre, les incidences sont nulles sur cette thématique, ce qui amène à ne retenir que l'indicateur "Évolution des surfaces en pinèdes". Cet indicateur est susceptible d'évoluer en conséquence de la nouvelle zone Npv, il demeure toutefois pertinent de le conserver.

LES INDICATEURS DE SUIVI DU PLU MODIFIÉ

En outre, pour suivre les effets du changement de zonage N en Npv, de nouveaux indicateurs spécifiques peuvent être définis. Il peut s'agir de :

- Pourcentage de la zone Npv maintenue en milieux ouverts herbacés par fauche ou pâturage (y compris sous les panneaux).
- Surface de la zone Npv effectivement occupée par des installations photovoltaïques.
- Reportage photographique à partir des vues directes (entrées, bords de route de la D145) pour vérifier le respect des règles d'implantation paysagère globale et la création de haies vives périphériques, une fois le projet réalisé puis tous les 3 ans.
- Après construction, contrôle sur place et prise de photo des emprises clôturées montrant le respect des prescriptions (hauteurs, couleur, transparence écologique...).

Observation n° 4 de la MRAe - Analyse de la compatibilité du PLU avec les documents supra-communaux

Résumé de l'observation :

"Comme attendu dans une évaluation environnementale, la MRAe demande de compléter la notice par une analyse de l'articulation de la mise en compatibilité du PLU de Cercoux avec les plans, schémas et programmes recensés."

Pièce concernée par la remarque :

Notice de présentation

Réponse de la collectivité :

Comme indiqué dans l'avis de la MRAe, la notice fait part de l'existence de documents supras-communaux lié à la commune de Cercoux. Dans la version modifiée du dossier, il est possible de retrouver en pages 12 et 13, une partie sur l'analyse de la compatibilité qui a été ajoutée notamment en rappelant les axes du DOO pour le SCoT et du PADD pour le PLU. Cette analyse sera complétée afin de gagner en lisibilité et clarté. L'analyse de cette compatibilité porte et portera sur les thématiques en lien avec le motif de la Déclaration de Projet. Le SCoT étant le document d'urbanisme intégrateur, le rapport de compatibilité avec le SRADDET n'a pas lieu d'être réalisé.

Il est aussi possible de noter que la compatibilité avec le SCoT et la stratégie nationale ont été analysé du point de vue des critères d'implantation en réponse à l'observation n°6.

Ci-dessous sont présentés les éléments présents dans la version modifiée de la notice de présentation et qui participent à l'analyse de l'articulation entre la mise en compatibilité du PLU de Cercoux et les documents supras-communaux. Le texte **en italique gras jaune** correspond à des éléments qui pourront être ajoutés pour le dossier d'approbation.

Extrait de la notice de présentation : "En l'état, et avant la définition des zones d'accélération des énergies renouvelables, le SCoT affichait déjà une forte ambition en matière de production d'énergies renouvelables, notamment sur la production liée à la filière photovoltaïque.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du SCoT fixe ainsi pour 2030 un objectif de production d'énergie renouvelable équivalent à 50% de la consommation du territoire. L'objectif affiché dans le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) est, lui, une production d'énergie renouvelable équivalente à 100% de la consommation du territoire à horizon 2040, pour atteindre une production totale de l'ordre de 2090 GWh en 2050. L'objectif est ainsi d'atteindre une pleine autonomie énergétique d'ici 2050.

Dans le SCoT de la Haute-Saintonge, un axe du DOO est intégralement dédié au cadre énergétique à travers le volet suivant : "Poursuivre les objectifs d'adaptation au changement climatique et les actions en faveur de la transition énergétiques". Cet axe traduit la volonté politique intercommunale de mettre en place des projets d'énergies renouvelables et d'orienter la stratégie territoriale autour d'une dynamique énergétique. Deux grandes orientations permettent de préciser et de décliner les attentes autour de cet axe :

- » Orientations 2.1 : Réduire la consommation énergétique tout en répondant aux besoins de la population et des activités
 - Réduire la consommation énergétique
 - Améliorer la performance énergétique du parc ancien et encourager la construction durable

» Orientations 2.2 : Réduire la consommation énergétique tout en répondant aux besoins de la population et des activités

- Poursuivre l'exploitation du potentiel énergétique du territoire.

Cette orientation prévoit notamment des prescriptions au niveau du photovoltaïques et des dispositifs solaire tels que :

- ◇ Produire 100% de l'énergie consommée sur le territoire à horizon 2040 comme un minimum à atteindre pour concrétiser la transition énergétique du territoire. Les documents d'urbanisme locaux doivent, à travers leurs dispositions, contribuer à l'atteinte de cet objectif. En complément d'une réduction importante des consommations d'énergie, la production d'énergie renouvelable devrait être multipliée par 4,5 à l'horizon 2050 pour atteindre un niveau de l'ordre de 2090 GWh pour une « autonomie énergétique »

> Avec une production attendue de 94,5 GWh/an, la centrale photovoltaïque de Cercoux représente à elle seule près du volume actuel de production renouvelable en Haute-Saintonge (109 GWh en 2024) et constitue ainsi un apport majeur à l'atteinte des objectifs fixés par le SCoT à l'horizon 2050.

- ◇ La mobilisation de 500 ha d'espaces dédiés à la production d'énergie renouvelable issue de la filière photovoltaïque,

> Le projet de zonage de 68 ha de Npv dédié à l'installation d'une centrale photovoltaïque permet de concourir à cet objectif foncier défini par le SCoT de la Haute-Saintonge.

- ◇ Cibler dans les documents d'urbanisme les principaux espaces compatibles et favorables à l'accueil de fermes photovoltaïques NPV

> Le zonage Npv traduit le travail réalisé par les élus dans le cadre de l'identification des zones d'accélération de la production d'énergies renouvelables (ZAER). Le zonage correspond aux zones prioritaires pour l'accueil d'énergies solaires sur la commune.

- ◇ Valoriser les surfaces de toitures des bâtiments en encourageant l'installation de dispositifs de production d'électricité photovoltaïque.

- Articuler le développement des énergies renouvelables avec la préservation des paysages et de l'environnement.

Cette orientation prévoit notamment des prescriptions au niveau du photovoltaïques et des dispositifs solaire tels que :

- ◇ Privilégier l'implantation des parcs photovoltaïques sur des zones dégradées ou artificialisées (friches industrielles, anciennes carrières ou décharges, délaissés routiers...)
- ◇ En dehors de ces zones dégradées ou artificialisées, l'installation de parcs photovoltaïques peut se faire sur des espaces non exploités ou ne présentant pas les meilleurs potentiels agronomiques.

> La notice de présentation rappelle la méthodologie du choix du site qui en priorité a été donnée à la recherche de sites artificialisés.

- ◇ Conditionner l'implantation photovoltaïque au sol à des critères de réversibilité, ou de multifonctionnalité (agrivoltaïsme par exemple associant pastoralisme et photovoltaïque ou vigne avec ombrières photovoltaïque...), permettant une limitation des impact sur la biodiversité et le maintien du fonctionnement des exploitations agricoles à proximité.
- ◇ Rechercher la meilleure intégration possible pour limiter leur atteinte aux paysages

> Pour analyser la compatibilité avec ces orientations, il est possible de mettre en évidence, les prescriptions qui vont être ajoutées au règlement écrit sur l'implantation des panneaux photovoltaïques, sur les clôtures, sur le paysage et sur la hauteur des panneaux

La compatibilité avec le SCoT au regard de la Loi Climat et Résilience en terme de consommation d'espace naturel et agricole est étudiée en partie D.7."

"Un PCAET pour tendre vers une transition énergétique

Le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) de l'intercommunalité de la Haute-Saintonge a été approuvé en 2018, ce document a un rapport de compatibilité (article L131.5 du code de l'urbanisme) avec l'élaboration du PLU. Cet outil de planification vise à répondre aux défis du changement climatique et tendre vers une transition énergétique.

A travers son PCAET, la Communauté de communes de la Haute-Saintonge est engagée cette dynamique et identifie entre 5 axes stratégiques :

- Vers un territoire exemplaire qui pilote le PCAET
- Vers un territoire sobre et qui développe ses énergies renouvelables
- Vers un territoire qui développe un nouveau mode de mobilité
- Vers un territoire qui s'adapte au changement climatique
- Vers un territoire préservé où il fait bon vivre

Le PCAET fixe également une trajectoire en ce qui concerne la production d'énergies renouvelables. Au niveau, de la production solaire thermique l'objectif sur la Communauté de communes est le suivant :

- » Mobiliser tous les potentiels d'ici 2050 sur les logements, l'agriculture (ECS et séchage), l'industrie (haute température), les piscines etc... Passage de 2GWh en 2015 à 29 GWh en 2030 et 96 GWh en 2050

La part de la production liée au photovoltaïque augmente depuis 2016. La volonté du territoire est d'amplifier fortement cette production pour passer de 40GWh en 2015 à 436 GWh en 2030 pour enfin attendre une production de 1246 GWh en 2050. Cela représenterait donc près de 60% de la production énergétique du territoire en 2050.

Pour atteindre cet objectif, le PCAET détermine les surfaces nécessaires. Il conviendrait de mobiliser 250 ha en 2030, 500 ha en 2040 et enfin 1000 ha en 2050 pour installer des centrales au sol afin de pouvoir répondre aux ambitions du territoire."

> La déclaration de projet de Cercoux doit permettre la réalisation d'une centrale photovoltaïque avec une production de 94,5 GWh/an attendue et correspondant à une surface nécessaire de 68 ha. A travers ce projet, la Déclaration de Projet du PLU de Cercoux s'inscrit pleinement dans la trajectoire du PCAET décrite ci-dessus.

Observation n° 5 de la MRAe - Amélioration du résumé non-technique

Résumé de l'observation :

"Le tableau réalisé pour le résumé non-technique permet justement d'atteindre les objectifs recherchés et mentionnés dans l'avis à savoir une vocation pédagogique et synthétique. Néanmoins, il sera complété afin d'y ajouter des cartes et des éléments issus de la notice de présentation en rappelant particulièrement les principaux enjeux environnementaux et les évolutions du PLU."

Pièce concernée par la remarque :

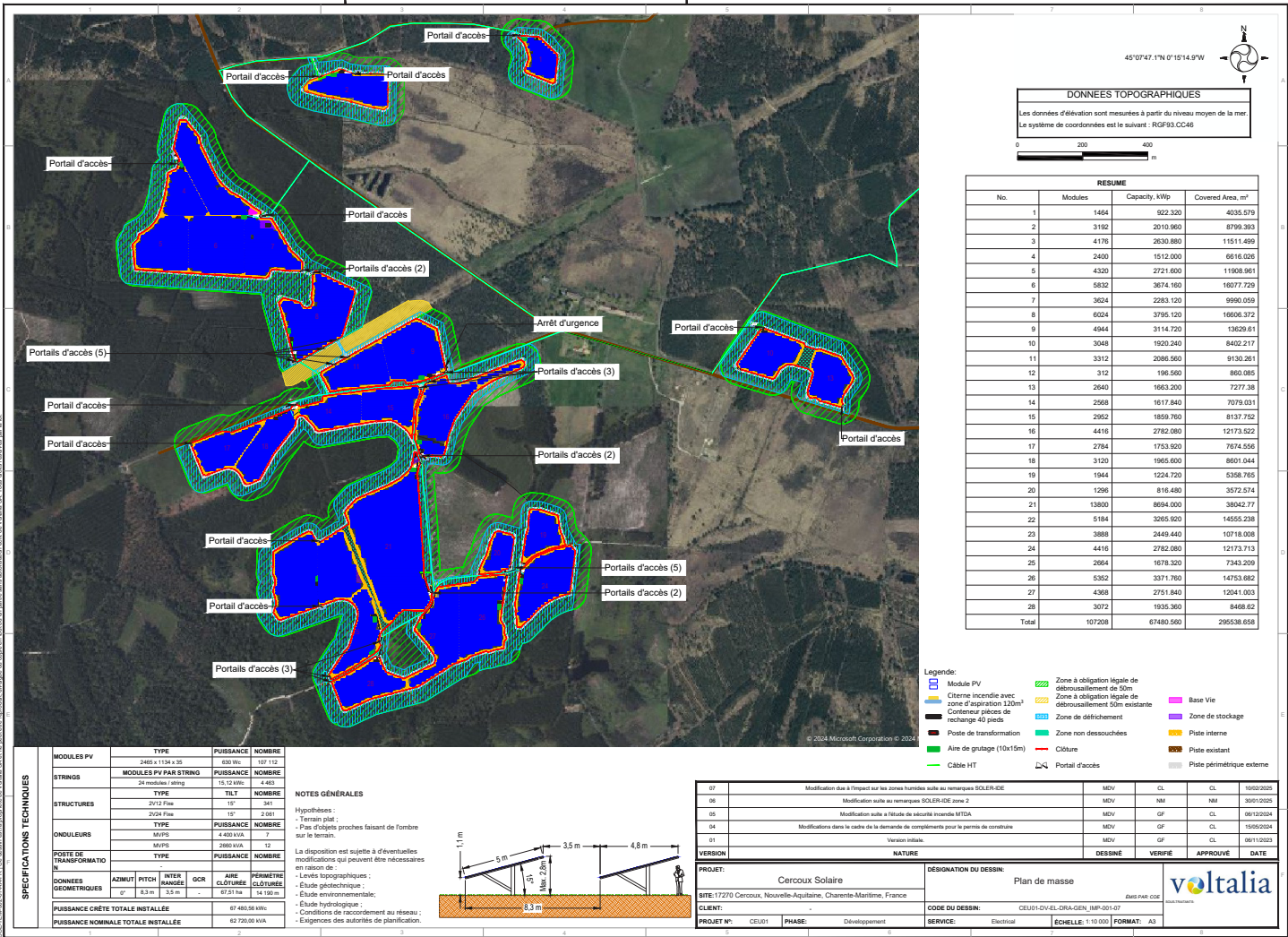
Notice de présentation - résumé-non-technique

Réponse de la collectivité :

Le tableau réalisé pour le résumé non-technique permet justement d'atteindre les objectifs recherchés et mentionnés dans l'avis à savoir une vocation pédagogique et synthétique. Néanmoins, il sera complété afin d'y ajouter des cartes et des éléments issus de la notice de présentation en rappelant particulièrement les principaux enjeux environnementaux et les évolutions du PLU.

Exemples de modifications qui seront apportées au dossier :

- » Des éléments cartographiques sur les caractéristiques du projet :

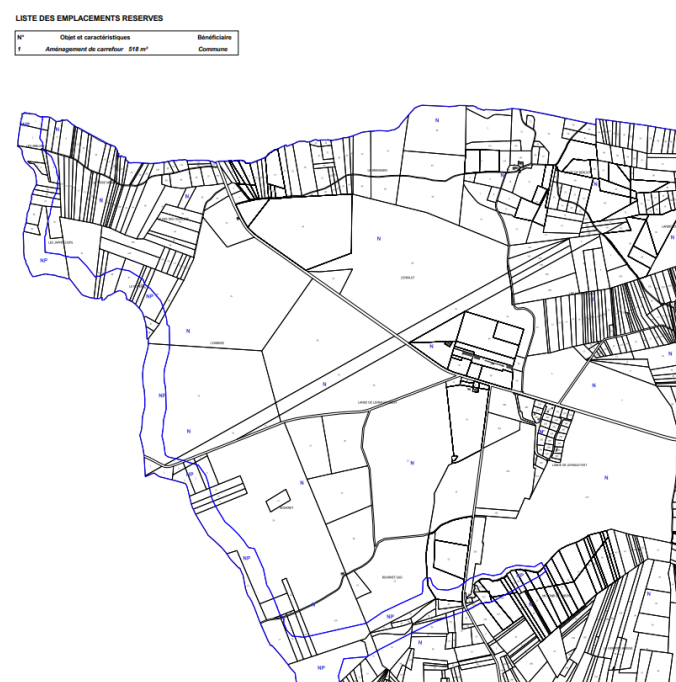


Le projet du parc solaire se divise en 15 zones clôturées constituant une surface totale clôturée de 67,5 hectares. Le projet sera constitué de plusieurs éléments tels que :

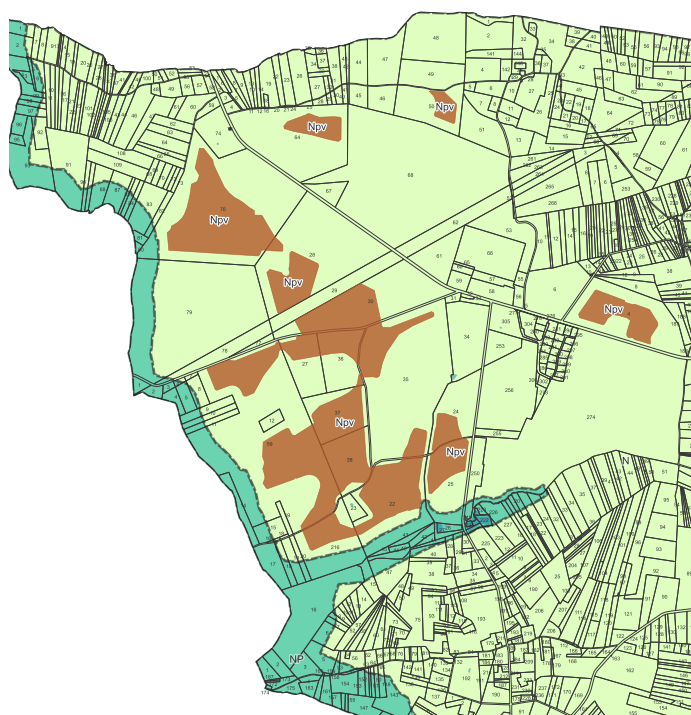
- » Des modules solaires photovoltaïques de haut rendement
- » Des structures supportant les modules
- » Des réseaux électriques entre les différentes étapes du réseau interne à la centrale et jusqu'au poste source
- » Des locaux techniques
- » Une piste interne avec une bande de roulement carrossable
- » Une clôture encerclant la centrale
- » Des installations de télé suivi de la centrale solaire
- » Des portails munis d'un système de clef triangle pompier

» Des éléments cartographiques sur l'évolution du zonage du PLU :

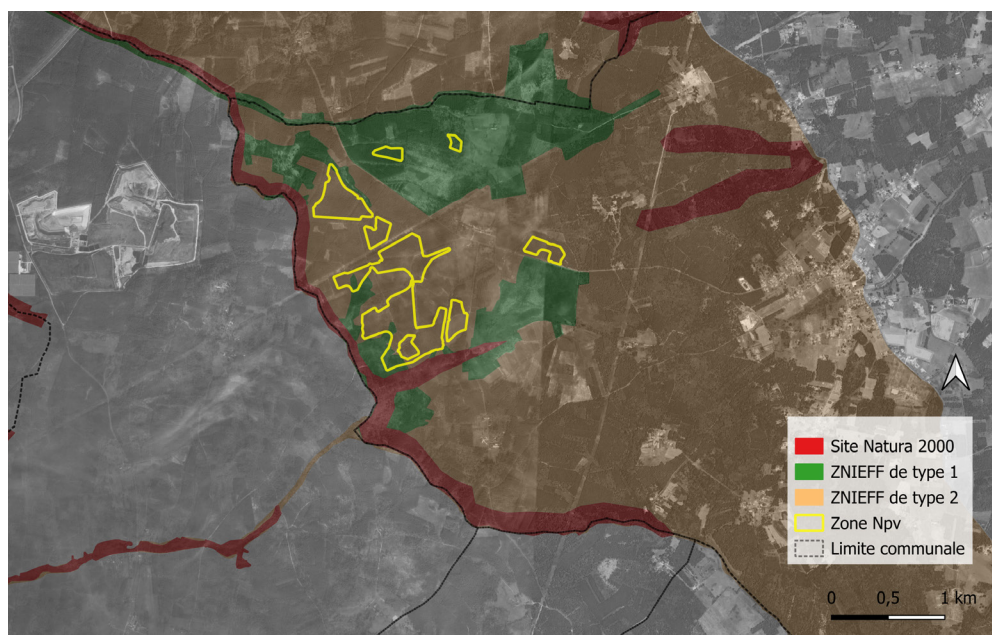
Le règlement graphique (extrait du plan de zonage) avant mise en compatibilité



Le règlement graphique (extrait du plan de zonage) après mise en compatibilité



» Des éléments cartographiques sur les enjeux environnementaux :



Observation n° 6 de la MRAe - Justification des choix de la zone Npv et explication de la compatibilité avec la stratégie de l'Etat et des documents de rangs supérieurs

Résumé de l'observation :

"La MRAe recommande de mieux justifier le choix des zones Npv et d'expliquer comment la mise en compatibilité du PLU respecte la stratégie de l'Etat ainsi que les orientations et les critères des plans et programmes de rang supérieur (SRADDET, PCAET...)."

Pièce concernée par la remarque :

Notice de présentation

Réponse de la collectivité :

La méthodologie du choix du site présente en page 17 de la notice sera complétée afin d'apporter des précisions sur la stratégie du choix de l'emprise des zones Npv. La compatibilité avec les critères présents dans les documents de rangs supérieurs sera développé dans le chapitre sur la mise en compatibilité.

» Sur la méthodologie du choix du site :

1) La recherche de sites artificialisés

Sur la méthodologie du choix du site, la notice rappelle que dans un premier temps, des sites artificialisés ont été recherchés pour l'implantation du projet photovoltaïque. Ces prospections ne permettant pas de déterminer de localisation pertinente pour le projet, trois critères ont été pris en compte en respectant l'ordre suivant :

1. Enjeux environnementaux et patrimoniaux
2. Topographie favorable à l'implantation de parc solaire
3. Proximité à un poste de raccordement avec suffisamment de capacité disponible

2) La recherche d'une commune traversée par les lignes 225 kV de RTE

Pour identifier un site adapté à un projet solaire suffisamment vaste pour justifier la création d'un nouveau poste électrique, dix communes (Chevanceaux, Chatenet, Saint-Palais-de-Négrignac, Neuviq, Polignac, Chepniers, Saint-Martin-d'Ary, Bussac-Forêt, Cercoux et Clerac) traversées par les lignes 225 kV de RTE ont été analysées.

Les communes de Chatenet, Polignac et Chepniers présentent globalement moins d'enjeux environnementaux, bien qu'elles soient partiellement situées en zone Natura 2000. Toutefois, chacune présente des contraintes locales :

- Polignac : petite commune avec un périmètre de monuments historiques au nord et une zone d'habitations dispersées en terrain accidenté au sud-est.
- Chatenet : traversée par le GR 360 et dotée de nombreuses habitations près de la ligne électrique.
- Chepniers : vaste zone Natura 2000, lacs et marais au sud ; nombreux hameaux et périmètre de monuments historiques au nord.

Parmi les autres communes, quatre comportent également des périmètres de monuments historiques (Clérac, Neuviq, Saint-Palais-de-Négrignac et Saint-Martin-d'Ary). De plus, un projet est déjà en cours sur Clérac qui n'a pas souhaité voir un autre site se développer sur son territoire.

Au final, les communes les plus adaptées sont Cercoux, Chevanceaux et Bussac-Forêt.

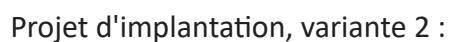
Tableau synthétique de l'analyse multi-critère du choix de la commune d'implantation :

NOM COMMUNE	Enjeux environnementaux	Enjeux patrimoine	Projet ENR
CHEVANCEAUX	Modérés	-	Carrière utilisant une grande partie du foncier Est projet solaire refusé sur la carrière
CHATENET	Très faibles	GR traversant la commune et habitations clairsemées sur toute la commune	-
SAINT-PALAIS-DE-NÉGRIGNAC	Modérés	Périmètre monuments historiques	-
NEUVICQ	Modérés	Périmètre monuments historiques	-
POLIGNAC	Très faibles	Périmètre monuments historiques + habitations sur le reste de la commune	-
CHEPNIERS	Faibles sur la partie nord de la commune, modérés à fort au sud	Périmètre monuments historiques + beaucoup d'habitations sur la partie nord	-
SAINT-MARTIN-D'ARY	Modérés	Périmètre monuments historiques	-
BUSSAC-FORÊT	Modérés	-	-
CERCOUX	Modérés	-	Délibération favorable au projet
CLÉRAC	Modérés	Périmètre monuments historiques	Projet en cours, n'a pas souhaité d'autre projet

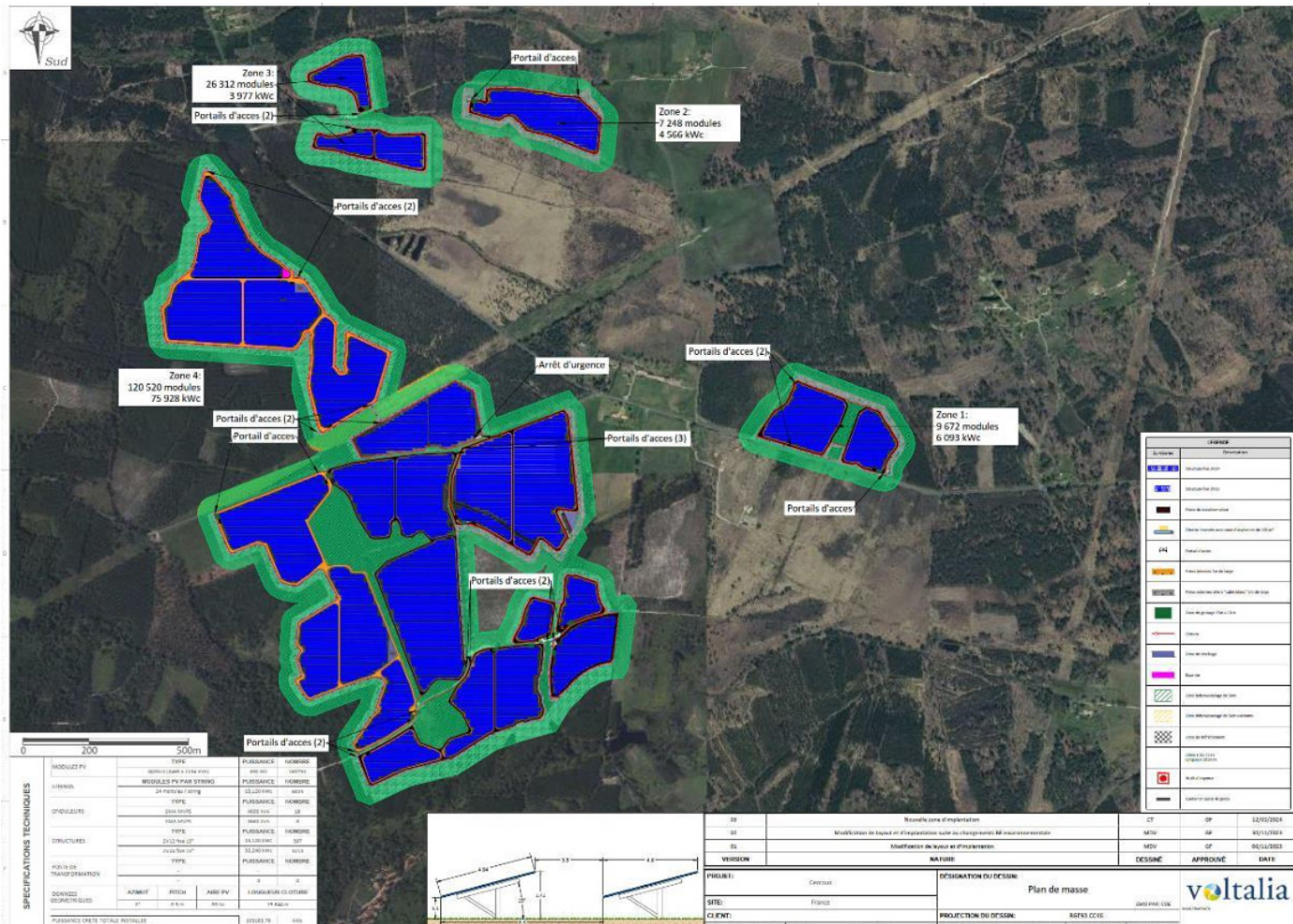
3) La recherche d'un secteur d'implantation à l'échelle de la commune de Cercoux

Après la sélection de Cercoux comme site le plus pertinent, l'implantation optimale du projet photovoltaïque a été étudiée. Le projet s'est affiné progressivement, au fil de son développement. Plusieurs configurations d'implantation ont ainsi été examinées, en tenant compte des enjeux identifiés par des experts indépendants et des avis recueillis auprès des services de l'État et des organismes départementaux consultés.

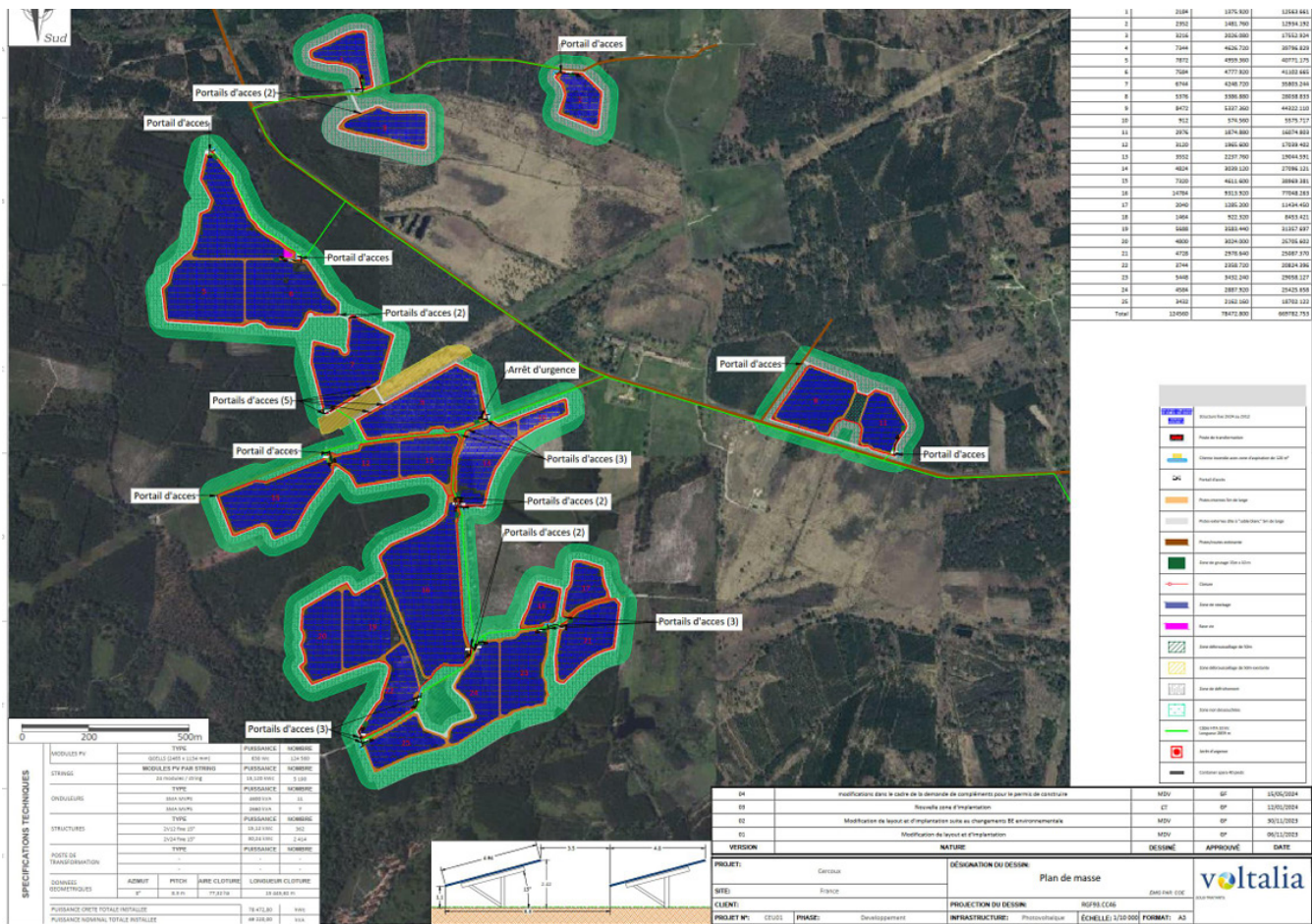
	Variante 1	Variante 2	Variante 3	Variante 4	Variante 5 (retenue)
Surface clôturée	105 ha	122 ha	105 ha	77 ha	67,5 ha
Surface équipée en panneaux	95 ha	112 ha	88 ha	65,4 ha	57,1 ha
Puissance crête	113,6 MWc	117,8 MWc	103,2 MWc	78,5 MWc	67,5 MWc
Poste électrique source privé	1	1	0	0	0
Nombre de PTR	24	26	24	19	19



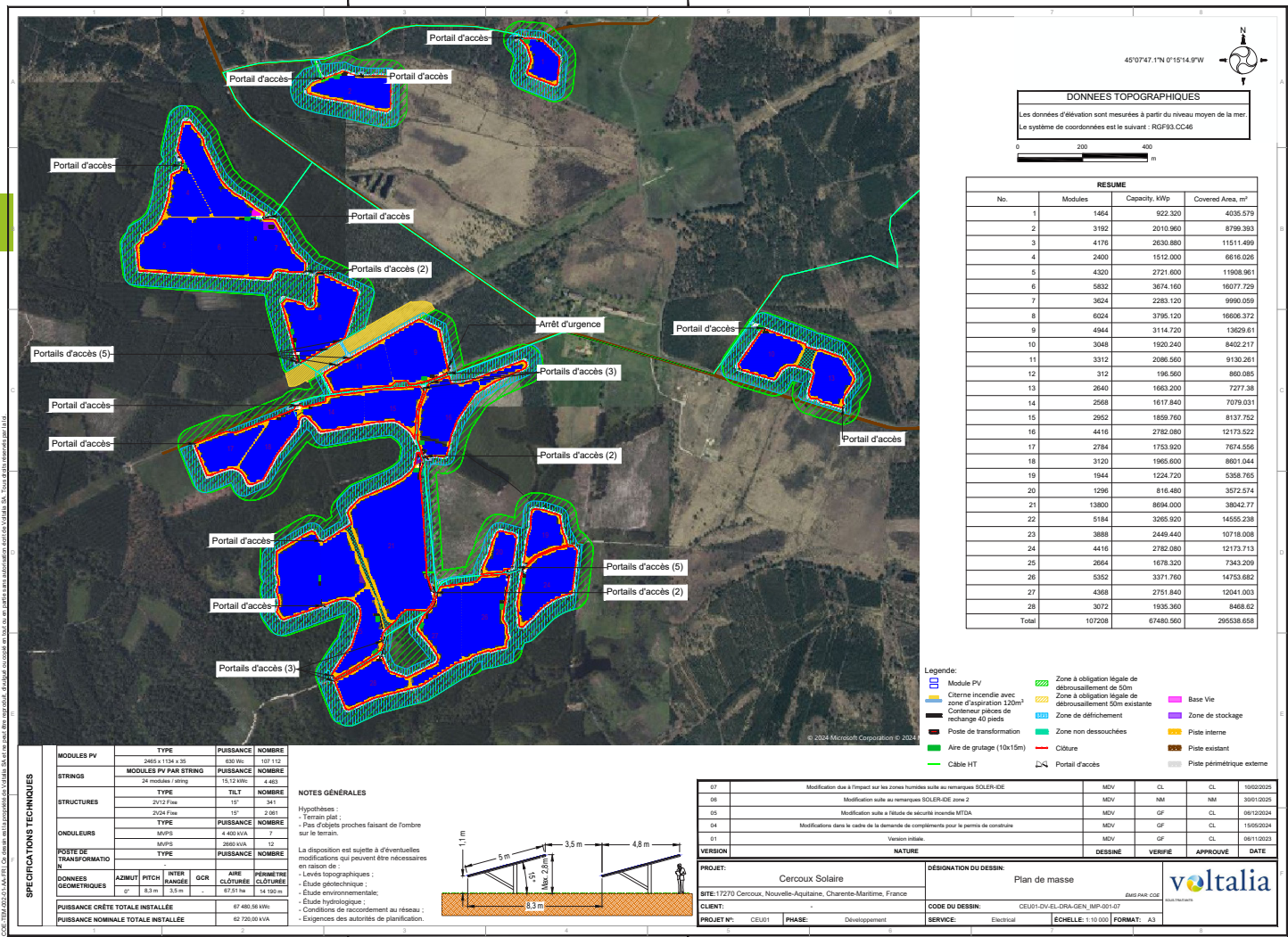
Projet d'implantation, variante 3 :



Projet d'implantation, variante 4 :



Projet d'implantation, variante 5 (retenue) :



4) La position de la commune sur le choix du site d'implantation

La commune rappelle que le choix du site de Cercoux résulte d’une longue concertation menée sur plus de deux ans et demi avec la population, les chasseurs et les acteurs locaux. Ce choix s’est fondé sur plusieurs critères :

- » Réduction de l’impact pour les habitants : le site se situe à proximité immédiate du centre d’enfouissement de Veolia (Lapouyade), générant déjà des nuisances olfactives, ce qui en fait une zone peu attractive pour l’habitat.
- » Maîtrise foncière et cohérence communale : la commune a préféré concentrer le photovoltaïque sur un seul grand projet (68 ha) plutôt que de subir un mitage de petits projets dispersés.
- » Réduction des impacts environnementaux :
 - Les zones humides concernées ont été très fortement réduites à moins de 1 000 m², essentiellement sur les pistes d’accès.
 - Les pistes feront l’objet d’un traitement non imperméabilisé, pour préserver la perméabilité des sols.

La commune repositionne ce choix dans un contexte historique :

- La zone du Levraut avait connu dans le passé un défrichement massif (près de 100 ha) pour un projet urbanistique abandonné, laissant des terrains écologiquement dégradés.
- Le projet photovoltaïque actuel constitue une opportunité de renaturation et de réhabilitation de cette zone fortement impactée.
- Des discussions sont en cours avec la SARL Levraut (en liquidation) pour acquérir les terrains brûlés en 2021 et engager une opération de renaturation et de reboisement.

» Sur la compatibilité du PLU avec les documents supérieurs et la stratégie de l'État au niveau des critères du choix d'implantation:

Dans un rapport de comptabilité avec les documents d'urbanisme supra-communaux, il est important de s'arrêter sur le SCoT qui est le document intégrateur et qui prévaut donc sur les autres documents.

27

Par rapport à la compatibilité avec les critères d'implantation au niveau du SCoT, la MRAe rappelle à juste titre de *"Privilégier l'implantation des parcs photovoltaïques sur des zones dégradées ou artificialisées (friches industrielles, anciennes carrières ou décharges, délaissés routiers...)"* issu de l'objectif 2.2.3. *Articuler le développement des énergies renouvelables avec la préservation des paysages et de l'environnement.* Pour répondre à ce critère, le mémoire de réponse revient justement sur la méthodologie du choix du site qui dans un premier temps a cherché à identifier les sites artificialisés mais qu'aucun d'eux n'a offert de possibilité d'implantation.

Le SCoT de la Haute-Saintonge, demande à ce qu' *"En dehors de ces zones dégradées ou artificialisées, l'installation de parcs photovoltaïques peut se faire sur des espaces non exploités ou ne présentant pas les meilleurs potentiels agronomiques."* L'étude d'impact montre que cette disposition a été respectée dans la démarche de projet puisqu'à la lecture de l'étude d'impact l'occupation du sol indique principalement la présence de forêts de conifères dont les espaces ne sont pas exploités et qui ne présente pas les meilleurs potentiels agronomiques sur la commune. En effet, le site évite les forts potentiels agronomiques que l'on peut trouver sur la commune tels que des parcelles de vignes ou des prairies selon la base de données Corine Land Cover. De plus, sur le sujet d'espace non-exploité, il est possible de se rendre compte qu'aucune parcelle n'est déclarée à la PAC sur les zones d'implantations potentielles.

Dans ce même objectif, le SCoT mentionne de *"Conditionner l'implantation photovoltaïque au sol à des critères de réversibilité, ou de multifonctionnalité (agrovoltaïsme par exemple associant pastoralisme et photovoltaïque ou vigne avec ombrières photovoltaïque...), permettant une limitation des impacts sur la biodiversité et le maintien du fonctionnement des exploitations agricoles à proximité."* Concernant ce sujet, le règlement écrit demandera à ce qu' *"une opération de renaturation du site soit réalisée"*. La question de la remise à l'état initial du site sera également abordée. Au niveau de la compatibilité avec les activités agricoles et naturels, il est prévu que l'entretien des parcelles se fasse par un pâturage de ovin afin de permettre un entretien doux et régulier des landes sous les panneaux. Il est également possible de noter qu'aucun produit phytosanitaire ne sera utilisé pour l'entretien et que si besoin, un usage mécanique (fauchage) sera réalisé.

Enfin, dans cette partie dédiée au photovoltaïque et aux dispositifs solaires, il est indiqué qu'il faut *"Rechercher la meilleure intégration possible pour limiter leur atteinte aux paysages"*. Pour répondre à cette prescription, l'étude d'impact a procédé à une évaluation paysagère afin de limiter les zones de co-visibilité et l'impact paysager du projet. A partir d'une modélisation de la zone d'influence visuelle de l'emprise clôturée sous QGIS, en intégrant le relief, la végétation et le bâti, les résultats indiquent qu'un maximum de 69 points sur 190 est visible simultanément depuis un observateur situé dans l'aire d'étude éloignée, soit environ 36 % de la surface totale du parc. La démarche de concertation a également permis de réaliser des visites de terrain et d'analyser les enjeux paysager avec les habitants.

Par rapport à la compatibilité en lien avec la stratégie de l'État, le zonage Npv fait écho aux zones d'accélération pour le développement des énergies renouvelables par délibération du 18 décembre en Conseil Municipal. Pour délimiter ces zones, la commune a pu s'appuyer sur plusieurs critères disponibles, à savoir :

- » Potentiel de production renouvelable
- » Foncier disponible et usage compatible :
- » Acceptabilité locale et concertation
- » Compatibilité avec les enjeux environnementaux, naturels, paysagers et patrimoniaux

De plus du fait que les zones d'accélération des énergies renouvelables (ZAE nR) identifiées par la commune soient intégrées au PLU conformément aux souhaits de l'Etat, la commune s'inscrit pleinement dans la stratégie nationale.

Observation n° 7 de la MRAe - Consommation d'espaces et maintien des fonctions écologiques du secteur

Résumé de l'observation :

"La MRAe recommande d'inscrire, dans le règlement du PLU de la zone Npv, des dispositions garantissant le maintien des fonctions écologiques du secteur et, le cas échéant, les caractéristiques techniques minimum à respecter pour que les installations de production d'énergie photovoltaïque soient considérées comme ne consommant pas d'espaces NAF"

Pièce concernée par la remarque :

Notice de présentation / Règlement écrit

Réponse de la collectivité :

Dans la version modifiée pour l'intégration des remarques de la DDT, une section a été ajoutée rappelant les éléments de contexte sur la consommation d'ENAF au regard de l'arrêté du 29 décembre 2023. Dans la version modifiée pour l'intégration des remarques de la DDT, l'article NPV11 du règlement écrit a été modifié afin de garantir les continuités écologiques au niveau des haies.

» Sur la consommation d'espace naturel et agricole :

Dans la notice de présentation et sur la base des demandes de compléments des services de l'État pour la réunion d'examen conjoint, des éléments ont été ajoutés sur la consommation. En effet, la nouvelle section présente dans la notice de présentation met en évidence : le contexte de la prise en compte des projets photovoltaïques, un bilan chiffré de la consommation ainsi que la prise en compte du projet dans l'enveloppe du SCoT.

Les différents éléments présents dans la notice de présentation sont rappelés ici :

La Loi Climat et Résilience, promulguée le 22 août 2021 fixe un objectif national de réduction de la consommation d'espaces de 50% sur la période 2021-2031. Cette même loi, prévoit dans son article 194 une dérogation pour les installations de production d'énergie photovoltaïque qui ne sont alors pas considérées comme consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers si ces installations respectent deux critères : l'installation ne doit pas affecter « durablement les fonctions écologiques du sol, en particulier ses fonctions biologiques, hydriques et climatiques ainsi que son potentiel agronomique » et l'installation ne doit pas être « incompatible avec l'exercice d'une activité agricole ou pastorale sur le terrain sur lequel elle est implantée ».

Ces dispositions sont précisées par le décret n° 2023-1408 du 29 décembre 2023 définissant les modalités de prise en compte des installations de production d'énergie photovoltaïque au sol dans le calcul de la consommation d'espace. Pour qu'une installation n'engendre pas de consommation d'espaces trois conditions sont à respecter :

- » La réversibilité de l'installation,
- » Le maintien, au droit de l'installation, d'un couvert végétal, correspondant à la nature du sol et, le cas échéant, des habitats naturels préexistants sur le site d'implantation, sur toute la durée de l'exploitation, ainsi que de la perméabilité du sol au niveau des voies d'accès,

- » Sur les espaces à vocation agricole, le maintien d'une activité agricole ou pastorale significative sur le terrain sur lequel elle est implantée, en tenant compte de l'impact du projet sur les activités qui y sont effectivement exercées ou, en l'absence d'activité agricole ou pastorale effective, qui auraient vocation à s'y développer.

Sur ce sujet, le règlement écrit intégrera des dispositifs réglementaires garantissant cette logique :

Les espaces libres de toute construction, y compris sous les panneaux et entre les rangs ainsi qu'aux zones débroussaillées autour du parc, doivent conserver un couvert végétal permanent :

- » *Ces espaces seront gérés selon une approche écologique par fauche tardive annuelle avec exportation et/ou pâturage extensif, limitant le dérangement des espèces et favorisant le maintien de conditions favorables à l'établissement de la biodiversité.*
- » *L'utilisation de produits chimiques et de phytosanitaires y est interdite.*

Un arrêté du 29 décembre 2023 définissant les caractéristiques techniques des installations de production d'énergie photovoltaïque exemptées de prise en compte dans le calcul de la consommation d'espace naturels, agricoles et forestiers vient quant à lui préciser les caractéristiques techniques des installations photovoltaïques non génératrices de consommation d'espaces :

Caractéristiques techniques des installations de production d'énergie photovoltaïque	Valeurs ou seuils d'exemption du calcul de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers
Hauteur des panneaux photovoltaïques	1,10 mètre minimum au point bas
Densité et taux de recouvrement du sol par les panneaux photovoltaïques	Espacement entre deux rangées de panneaux photovoltaïques distinctes au moins égal à deux mètres. Les deux mètres sont mesurés du bord des panneaux d'une rangée au bord des panneaux de la rangée suivante et non pas d'un pieux d'ancrage à l'autre.
Type d'ancrages au sol	Pieux en bois ou en métal, sans exclure la possibilité de scellements « béton » < 1 m ² , sur des espaces très localisés et justifiée par les caractéristiques géotechniques du sol ou des conditions climatiques extrêmes. Pour les installations de type trackers, la surface du socle béton ne doit pas dépasser 0,3 m ² / kWc
Type de clôtures autour de l'installation	Grillages non occultant ou clôtures à claire-voie, sans base linéaire maçonnée
Voies d'accès aux panneaux internes à l'installation et aux autres plateformes techniques	Absence de revêtement ou mise en place d'un revêtement drainant ou perméable

Le projet prévoit l'implantation de panneaux photovoltaïques sur une zone actuellement boisée, ce qui entraîne une opération de défrichement. Dans ces conditions et par rapport à ce qu'il vient d'être développé ci-dessus, le Code de l'Urbanisme considère que la suppression d'un couvert forestier et son remplacement par des installations techniques constitue une consommation d'espace et une artificialisation nette. Le bilan chiffré de la consommation et de l'artificialisation est présenté en détail ci-dessous :

TOTAL	Consommation d'espaces naturels agricoles et forestiers	Artificialisation
	Zone Npv : 68 ha	Surface de pieux : 0,74 ha
		Postes de transformation : - Surface bâtie : 0,04 ha - Surface des plateformes : 0,1 ha
		Containers de pièces de rechange : 0,01 ha
		Pistes lourdes internes : 14,4 ha
		Pistes externes (SDIS): 5,7 ha
	68 ha	21 ha

Le projet prévoit donc une consommation d'ENAF de 68 ha ainsi qu'une artificialisation de 21 ha. Par rapport à la compatibilité sur ce sujet avec le SCoT de la Haute-Saintonge, le DOO prévoit une enveloppe foncière de 500 ha pour le développement de fermes solaires photovoltaïques. La réalisation de ce projet permet de concourir à l'objectif fixé par le SCoT.

» **Sur le maintien des fonctions écologiques du secteur :**

Bien que le projet soit considéré comme consommant des espaces naturels et agricoles en raison du défrichement, des dispositions sont intégrées dans le règlement afin de prendre en compte le maintien des fonctions écologiques du secteur.

La réglementation sur les clôtures dans l'article NPV11 permet notamment de favoriser le maintien des fonctions écologiques du secteur, en voici l'extrait (p41) :

L'aspect et les dimensions des clôtures doivent rester cohérents avec l'aspect des constructions qu'elles accompagnent. Les interventions sur les murs en pierre devront respecter les caractéristiques d'origine (hauteur, appareillage, finition, aspect des portails) ; leur rehaussement par des dispositions différentes est interdit. A l'alignement de l'espace public et en limites séparatives, les clôtures pourront être :

- *d'un grillage à maille lâche (min 20x20 cm) dans la limite d'une hauteur de 2 m maximum*
- *d'un grillage ou d'une ganivelle en bois ne descendant pas à moins de 15 cm du sol ou bien ménageant des ouvertures de 20x20 cm tous les 50 m dans la limite d'une hauteur de 2 m maximum*
- *d'une haie variée d'essences locales diversifiées éventuellement doublée d'un grillage sombre respectant les dispositions ci-dessus*

De la même manière, il est prévu dans le règlement écrit, d'intégrer une règle afin de maintenir les continuités écologiques et d'usage du site avec une règlement qui permet d'encadrer l'espacement entre deux rangées de panneaux photovoltaïques. Voici l'exemple de rédaction prévu dans le règlement écrit :

L'implantation des panneaux photovoltaïques au sol doit garantir un espacement minimal de 2 mètres entre deux rangées. Les deux mètres sont mesurés du bord des panneaux d'une rangée au bord des panneaux de la rangée suivante et non pas d'un pieux d'ancrage à l'autre.

Dans sa version d'approbation, le règlement écrit prévoit également d'intégrer des dispositions afin de limiter la hauteur du point le plus bas au niveau des panneaux photovoltaïques afin de permettre entre autres, l'entretien du terrain, la croissance de la végétation et de garantir le fait que le terrain reste exploitable. Voici l'exemple de rédaction prévu dans le règlement écrit :

L'implantation des panneaux photovoltaïques au sol doit respecter une hauteur minimale de 1,10 mètre au point le plus bas de la structure.

Enfin pour garantir la fonction écologique, les réponses faites à l'observation n°2 et rappelées ici, permettent de limiter l'impact du projet en agissant sur les zones humides et la protection du sol, voici l'exemple de rédaction prévu dans le règlement écrit :

Zone humide :

Les zones humides, comprenant celles identifiées dans l'étude d'impact du projet de centrale photovoltaïque, sont inconstructibles et doivent être préservées de toute installation :

› *Si elles ne peuvent être évitées, les voies d'accès doivent y être perméables et l'implantation éventuelle d'ouvrages, notamment de panneaux, doit être strictement limitée et réalisée exclusivement au moyen de structures légères de type pieux battus ou vissés ; les fondations lourdes, telles que les semelles en béton, y sont interdites.*

› *En cas d'atteinte ou de destruction inévitable d'une zone humide, une compensation écologique minimale de deux unités restaurées ou créées pour une unité impactée (ratio 2:1) est exigée.*

Protection du sol :

› *Les installations doivent être intégralement réversibles et privilégier un ancrage par pieux battus ou vissés. Les dalles ou fondations béton sont interdites, sauf justification technique.*

› *Les voies d'accès doivent être perméables (graves naturelles ou graviers).*

Observation n° 8 de la MRAe - Réversibilité de l'usage des sols

Résumé de l'observation :

"La MRAE recommande d'intégrer dans le règlement écrit des dispositions rendant effective la réversibilité de l'usage des sols"

Pièce concernée par la remarque :

Règlement écrit

Réponse de la collectivité :

Il est prévu dans le règlement écrit de renforcer la notion de réversibilité de l'usage du sol. Comme cela est décrit dans la réponse à l'observation n°2, voici le type de rédaction prévu et qui sera intégré dans le règlement écrit :

Le projet doit être réversible. Toutes les installations et constructions doivent être entièrement démontables afin de garantir la remise en état complète du site à l'issue de l'exploitation :

- › *À l'issue de l'exploitation, le démantèlement des installations et la remise en état du site sont obligatoires*
- › *Le site doit retrouver un état naturel fonctionnel : le reboisement par plantation de résineux, notamment le Pin maritime, n'est pas recommandée.*
- › *La restauration écologique privilégiera le reboisement par plantation d'essences feuillues adaptées, le cas échéant la mise en place d'une gestion conservatoire extensive des milieux ouverts abritant des espèces patrimoniales ou encore laisser en libre évolution les espaces restants afin de permettre une recolonisation forestière naturelle.*

Observation n° 9 de la MRAe - Prise en compte des risques feux de forêts

Résumé de l'observation :

"La MRAe recommande de montrer dans la notice de quelle manière les mesures de lutte contre les feux de forêt préconisées dans l'étude d'impact du projet de parcs photovoltaïques sont traduites dans le PLU et le règlement de la zone Npv."

Pièce concernée par la remarque :

Règlement écrit

Réponse de la collectivité :

Les aléas liés au risque feu de forêt accompagnés des OLD système de défense et de lutte contre les incendies de forêt correspondent à une Servitude d'Utilité Publique (SUP) à document qui s'imposent dans tous les cas aux secteurs du territoire concernés par les SUP, la liste des SUP est présente en annexe. De la même manière, le plan de prévention des risques d'incendies de forêts (PPRIF) s'imposera dans tous les cas au PLU.

Le règlement écrit rappelle dans les dispositions générales l'ensemble des réglementations relatives à l'occupation du sol, les SUP en font parties.

Aussi, il est possible de noter que les nouvelles dispositions du règlement écrit liées à la hauteur minimale des panneaux ou encore à l'espacement entre les rangées participe à la lutte contre les incendies.

De plus dans le règlement écrit, il sera possible de rajouter les éléments suivants :

- › *Le projet devra être accessible aux engins de secours*
- › *Le projet devra se doter de citernes d'eau dédiées à la protection incendie.*

Observation n° 10 de la MRAe - Analyse des sensibilités paysagères

Résumé de l'observation :

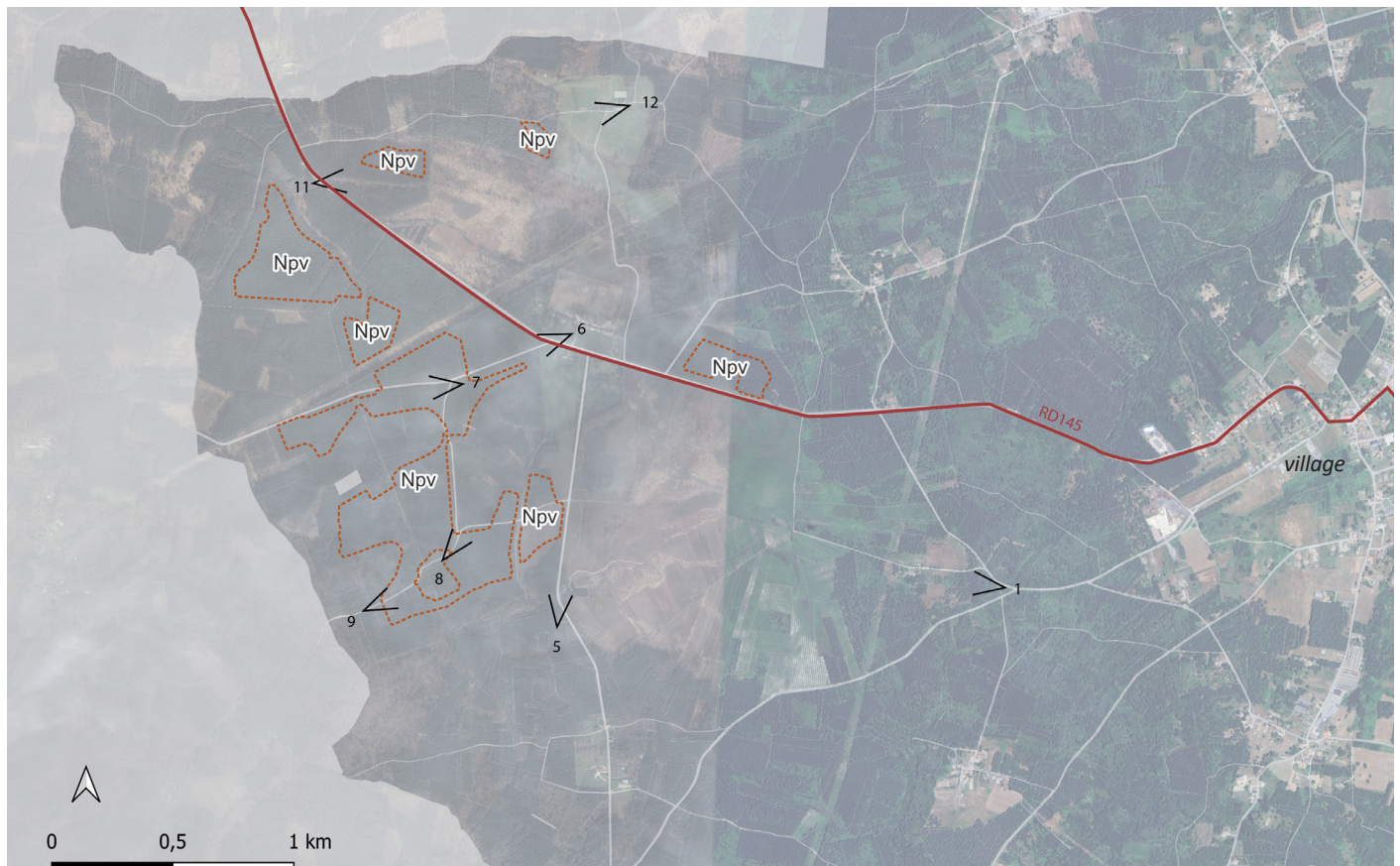
"La MRAe recommande d'affiner l'analyse des sensibilités paysagères des secteurs de projet de zonage Npv en particulier par l'identification des points de vue à conserver le long des parcours (depuis la RD 145 et les sentiers forestiers) et depuis les zones habitées"

Pièce concernée par la remarque :

Notice de présentation

Réponse de la collectivité :





A partir des zones Npv, une analyse paysagère va être réalisée pour mettre en évidence les points de vues sensibles par rapport à la RD 145. Ce travail aboutira à la réalisation d'une carte et sera croisé avec l'analyse paysagère de l'étude d'impact.



Vues potentielles sur les zones Npv aux abords des axes de circulation

Les zones Npv sont visibles essentiellement depuis la RD145 et les sentiers de balade entre les boisements. En effet, le relief peu marqué de la commune offre peu de points de vue lointains sur le site et une visibilité quasiment nulle depuis le village et les zones d'habitation.

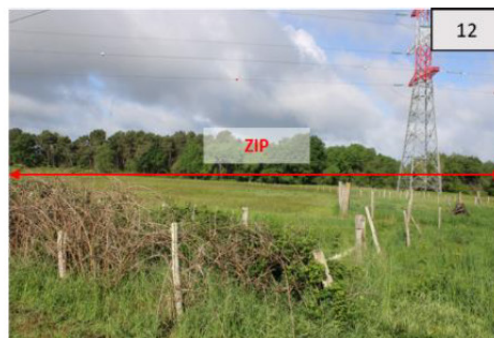
Depuis la route et les points de vue plus lointains, elles constituent un arrière plan boisé, qui marque une ligne de fond dans le paysage. Depuis les sentiers de balade, les alignements d'arbres de sylviculture et autres boisements offrent de l'ombre et un caractère végétal aux promeneurs. En témoignent les points de vue relevés aux abords du site sur la cartographie lors de l'étude d'impact paysager. Les projets d'implantation de panneaux photovoltaïque devront veiller dans leur implantation et orientation à maintenir dans la mesure du possible l'aspect végétal des limites de parcelles, de sorte à maintenir un arrière plan boisé dans les vues offertes depuis la RD145.

-  Zones Np du règlement graphique
-  RD145 offrant des vues sur les zones Np
-  Autres routes, chemins et sentiers susceptibles d'offrir des vues sur les zones Np
-  Prises de vue sur les zones Np depuis les axes de circulation



Vue depuis un chemin d'accès à la ZIP, au niveau de la RD145, en direction du Nord-Ouest
→ Visibilité directe

Depuis ce point de vue, certaines parcelles centrales de la ZIP sont totalement visibles.



Vue depuis le lieu-dit Berdot, à l'Est de la ZIP, en direction de l'Ouest
→ Visibilité directe

Depuis ce point de vue, certaines parcelles centrales de la ZIP sont totalement visibles.



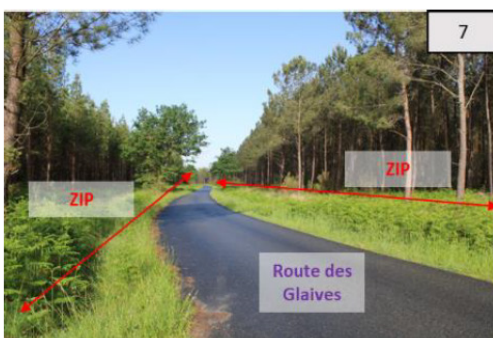
Vue depuis la route de Blanchon, à proximité de l'étang de Levraut, en direction du Nord
→ Visibilité directe

Depuis ce point de vue, certaines parcelles Sud de la ZIP sont totalement visibles.



Vue depuis le croisement entre la RD145 et la route des Glaives, à proximité du lieu-dit de Levraut, en direction du Sud-Ouest
→ Visibilité directe

Depuis ce point de vue, certaines parcelles Sud de la ZIP sont totalement visibles.



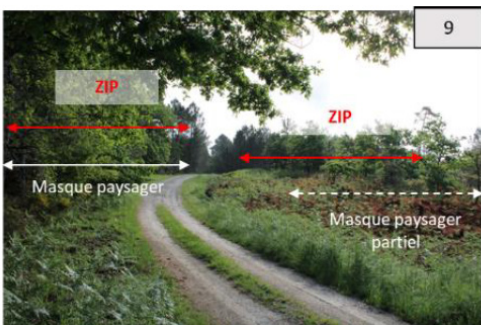
Vue depuis l'intersection entre la route des Glaives et un chemin d'exploitation, au sein de la ZIP, en direction de l'Ouest
→ Visibilité directe

Depuis ce point de vue, certaines parcelles Sud de la ZIP sont totalement visibles.



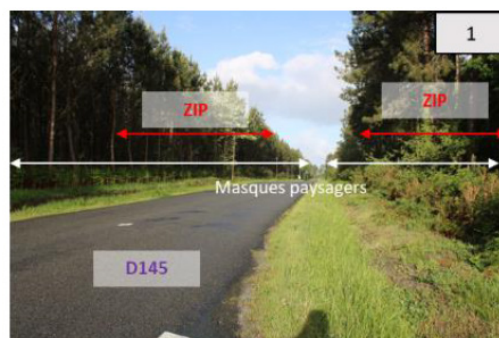
Vue depuis des chemins d'exploitation, au sein de la ZIP, en direction du Nord-Est
→ Visibilité directe

Depuis ce point de vue, certaines parcelles Sud de la ZIP sont totalement visibles. Une jeune plantation se situe au premier plan et une plantation plus mature se situe en arrière-plan.



Vue depuis un chemin d'exploitation, au Sud-Ouest de la ZIP, en direction du Nord-Est
→ Visibilité partielle

Depuis ce point de vue, certaines parcelles Sud de la ZIP sont partiellement visibles. La végétation masque une partie de la ZIP.



Vue depuis la D145 au lieu-dit le Cantonnet, en direction de l'Ouest
→ Absence de visibilité

Depuis ce point de vue, la ZIP est totalement masquée par les plantations de ns.

Vues correspondantes aux cônes de vue de la cartographie, extrait de l'étude d'impact paysager

Observation n° 11 de la MRAe - Limiter l'impact paysager à travers le règlement

Résumé de l'observation :

" La MRAe recommande de compléter l'évaluation de l'impact paysager des installations rendues possibles par l'évolution du document d'urbanisme, en réglementant les conditions d'implantation et de hauteur des installations."

Pièce concernée par la remarque :

Règlement écrit

Réponse de la collectivité :

Ces remarques font échos à des observations également formulées par la DDT, elles ont en partie été prises en compte dans la version modifiée du dossier. Pour rappel, le règlement intègre :

- » 1. Des prescriptions sur l'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques :

Extrait du règlement écrit de l'Article NPV6 :

"Les constructions devront être implantées en retrait, d'une distance comptée horizontalement entre la façade de la construction et :

- l'axe de la voie, de 35 mètres minimum de la RD 910 bis,
- l'axe de la voie, de 15 mètres minimum des autres voies départementales,
- l'axe de la voie, de 10 mètres minimum des voies communales,

D'autres dispositions pourront être admises pour :

- les constructions et installations de services publics ou d'intérêt collectif (poste EDF, etc.) à condition de ne pas présenter de gêne ou de risque pour la circulation.

- les extensions et les annexes des constructions implantées dans la marge de recul ; il pourra être exigé un recul de l'extension au nu de la construction existante ou à celui d'une construction voisine ou à 5m minimum en cas de gêne ou de risque pour la circulation publique.

Les règles ci-dessus ne s'appliquent pas aux ouvrages de transport d'électricité."

Dans cette version, seules les constructions sont mentionnées, dans la version d'approbation en plus des constructions, la notion de panneaux photovoltaïques sera ajoutée à cette règle afin de garantir l'implantation en retrait pour les constructions et les panneaux photovoltaïques.

- » 2. Des prescriptions sur l'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives :

Extrait du règlement écrit de l'Article NPV7 :

"Les constructions pourront être implantées en limite séparative ou en retrait. En cas de retrait, les façades doivent être en tout point écartées des limites séparatives d'une distance au moins égale à 5 mètres.

L'implantation en limite séparative avec la zone Npv est interdite ; les constructions devront être implantées en retrait, d'une distance comptée horizontalement entre la façade de la construction et la limite de la zone Npv de 5 mètres minimum. D'autres dispositions pourront être admises pour les constructions et installations de service publics ou d'intérêt collectif (poste EDF, etc.) lorsque leurs contraintes techniques l'exigent.

Les règles ci-dessus ne s'appliquent pas aux ouvrages de transport d'électricité."

Dans sa formulation le règlement écrit n'est pas tout à fait clair notamment au niveau de la première phrase qui permet l'implantation en limite séparative alors que l'objectif n'est pas celui-ci. Cette phrase sera supprimée afin de conserver le reste de l'article NPV7 interdisant l'implantation en limite séparative.

Dans cette version, seules les constructions sont mentionnées, dans la version d'approbation en plus des constructions, la notion de panneaux photovoltaïques sera ajoutée à cette règle afin de garantir l'implantation en retrait pour les constructions et les panneaux photovoltaïques.

» 3. Des prescriptions sur l'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives :

Extrait du règlement écrit de l'Article NPV7 :

"Les constructions pourront être implantées en limite séparative ou en retrait. En cas de retrait, les façades doivent être en tout point écartées des limites séparatives d'une distance au moins égale à 5 mètres.

L'implantation en limite séparative avec la zone Npv est interdite ; les constructions devront être implantées en retrait, d'une distance comptée horizontalement entre la façade de la construction et la limite de la zone Npv de 5 mètres minimum. D'autres dispositions pourront être admises pour les constructions et installations de service publics ou d'intérêt collectif (poste EDF, etc.) lorsque leurs contraintes techniques l'exigent.

Les règles ci-dessus ne s'appliquent pas aux ouvrages de transport d'électricité."

Dans cette version, seules les constructions sont mentionnées, dans la version d'approbation en plus des constructions, la notion de panneaux photovoltaïques sera ajoutée à cette règle afin de garantir l'implantation en retrait pour les constructions et les panneaux photovoltaïques.

» 4. Des prescriptions sur la hauteur des panneaux :

Extrait du règlement écrit de l'Article NPV10 :

"Hauteur maximale des panneaux : Les installations photovoltaïques, qu'elles soient implantées au sol ou intégrées à des structures spécifiques, ne pourront excéder une hauteur maximale de 5 mètres par rapport au terrain naturel existant à l'aplomb de la construction. Cette hauteur s'entend à partir du niveau du sol naturel avant travaux jusqu'au point le plus haut de l'installation (structures porteuses et panneaux inclus)."

L'ensemble de ces règles relatives aux conditions d'implantation et à la hauteur des panneaux vise à encadrer le projet photovoltaïque afin d'en réduire au maximum l'impact paysager. Elles permettent notamment d'assurer une meilleure intégration des installations dans leur environnement et de préserver les vues.

» 5. Autres prescriptions pouvant être intégrées au règlement écrit :

D'autres prescriptions permettant de limiter l'impact paysager du site et qui ne sont pas encore présentes dans le règlement écrit y seront intégrées telles que :

> *Tout comme les clôtures, les postes électriques doivent adopter des coloris sombres pour se fondre dans leur environnement.*

> *Aucune modification significative du terrain n'est autorisée, le projet devant s'adapter à la topographie existante sans modification des courbes de relief.*

Observation n° 12 de la MRAe - Carte du futur zonage Npv au regard des enjeux environnementaux et patrimoniaux

Résumé de l'observation :

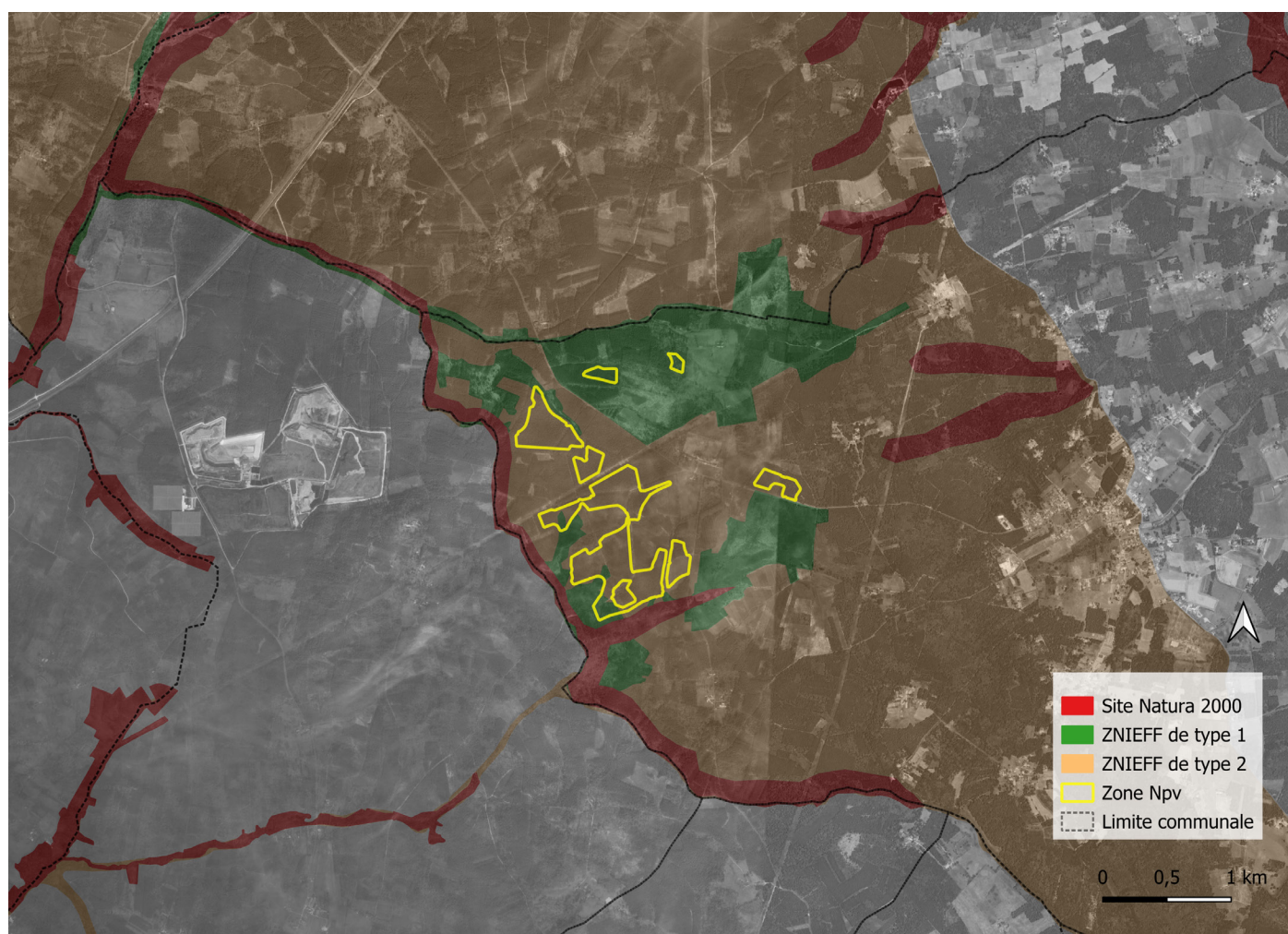
"Une carte de superposition localisant les secteurs de projet de zonage Npv avec les périmètres de protection et d'inventaires existant, notamment avec la carte des sites Natura 2000, est nécessaire pour la bonne compréhension des enjeux."

Pièce concernée par la remarque :

Notice de présentation

Réponse de la collectivité :

L'analyse des incidences sur l'environnement du projet de zonage Npv présentée en réponse à l'observation n°2 s'appuiera sur la carte ci-dessous superposant les parcelles concernées par le futur zonage Npv avec l'ensemble des périmètres de protection et inventaires existants afin de contextualiser les secteurs modifiés au regard des enjeux environnementaux et patrimoniaux.



Observation n° 13 de la MRAe - Intégrer des mesures d'évitement et de réduction dans le règlement écrit

Résumé de l'observation :

"La MRAe recommande d'intégrer des mesures d'évitement et de réduction dans le règlement du PLU afin de protéger les habitats naturels à enjeux les plus sensibles, en particulier les zones humides, identifiés sur les zones Npv."

Pièce concernée par la remarque :

Règlement écrit

Réponse de la collectivité :

Le règlement sera complété par des mesures permettant de réduire les incidences potentielles du changement de zonage en préservant les milieux naturels, la biodiversité, les continuités écologiques, le paysage, les sols et en prévenant les risques incendie dans la zone Npv. Les règles proposées sont reprises par thématiques ci-après :

- Réversibilité du projet :

Le projet doit être réversible. Toutes les installations et constructions doivent être entièrement démontables afin de garantir la remise en état complète du site à l'issue de l'exploitation :

- › *Les installations doivent être intégralement réversibles et privilégier un ancrage par pieux battus ou vissés. Les dalles ou fondations béton sont interdites, sauf justification technique.*
- › *Les voies d'accès doivent être perméables (graves naturelles ou graviers).*
- › *À l'issue de l'exploitation, le démantèlement des installations et la remise en état du site sont obligatoires*
- › *Le site doit retrouver un état naturel fonctionnel : le reboisement par plantation de résineux, notamment le Pin maritime, n'est pas recommandée.*
- › *La restauration écologique privilégiera le reboisement par plantation d'essences feuillues adaptées, le cas échéant la mise en place d'une gestion conservatoire extensive des milieux ouverts abritant des espèces patrimoniales ou encore laisser en libre évolution les espaces restants afin de permettre une recolonisation forestière naturelle.*

- Protection des zones humides :

Les zones humides, comprenant celles identifiées dans l'étude d'impact du projet de centrale photovoltaïque, sont inconstructibles et doivent être préservées de toute installation :

- › *Si elles ne peuvent être évitées, les voies d'accès doivent y être perméables et l'implantation éventuelle d'ouvrages, notamment de panneaux, doit être strictement limitée et réalisée exclusivement au moyen de structures légères de type pieux battus ou vissés ; les fondations lourdes, telles que les semelles en béton, y sont interdites.*
- › *En cas d'atteinte ou de destruction inévitable d'une zone humide, une compensation écologique minimale de deux unités restaurées ou créées pour une unité impactée (ratio 2:1) est exigée.*

- Gestion favorable aux milieux naturels et à la biodiversité :

Les espaces libres de toute construction, y compris sous les panneaux et entre les rangs ainsi qu'aux zones débroussaillées autour du parc, doivent conserver un couvert végétal permanent :

- › *Ces espaces seront gérés selon une approche écologique par fauche tardive annuelle avec exportation et/ou pâturage extensif, limitant le dérangement des espèces et favorisant le maintien de conditions favorables à l'établissement de la biodiversité.*
- › *L'utilisation de produits chimiques et de phytosanitaires y est interdite.*

- Maintien des continuités écologiques :

Les mesures en faveur des milieux naturels et de la biodiversité énoncées ci-avant sont également bénéfiques aux continuités écologiques.

La circulation de la faune entre les îlots et les milieux adjacents doit être possible :

- › *Les clôtures sont limitées à 2 m de hauteur, réalisées en grillage à maille ouverte de teinte sombre et perméables à la petite faune et aux écoulements.*
- › *Elles ne doivent pas descendre à moins de 15 cm du sol ou bien aménager des ouvertures de 20 x 20 cm tous les 50 m minimum.*
- › *Il est recommandé de les doubler d'une haie vive composée d'essences locales diversifiées.*

- Préservation du paysage :

En plus des contraintes d'implantation, l'intégration paysagère des constructions et installations liées au parc photovoltaïque devra faire l'objet d'une attention particulière :

- › *Tout comme les clôtures, les postes électriques doivent adopter des coloris sombres pour se fondre dans leur environnement.*
- › *Aucune modification significative du terrain n'est autorisée, le projet devant s'adapter à la topographie existante sans modification des courbes de relief.*

- Prévention du risque incendie :

Outre le respect des Obligations légales de débroussaillage, toute construction ou installation doit pouvoir être défendue en cas d'incendie :

- › *Le projet devra être accessible aux engins de secours*
- › *Le projet devra se doter de citernes d'eau dédiées à la protection incendie.*

Observation n° 14 de la MRAe - Décliner les continuités écologiques et leurs dispositions réglementaires

Résumé de l'observation :

"La MRAe recommande de décliner finement les continuités écologiques présentes à l'échelle des secteurs de projet de zonage Npv afin d'identifier les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques locaux concernés par la mise en compatibilité du PLU et de prévoir des dispositions réglementaires permettant leur préservation."

Pièce concernée par la remarque :

Notice de présentation et règlement écrit

Réponse de la collectivité :

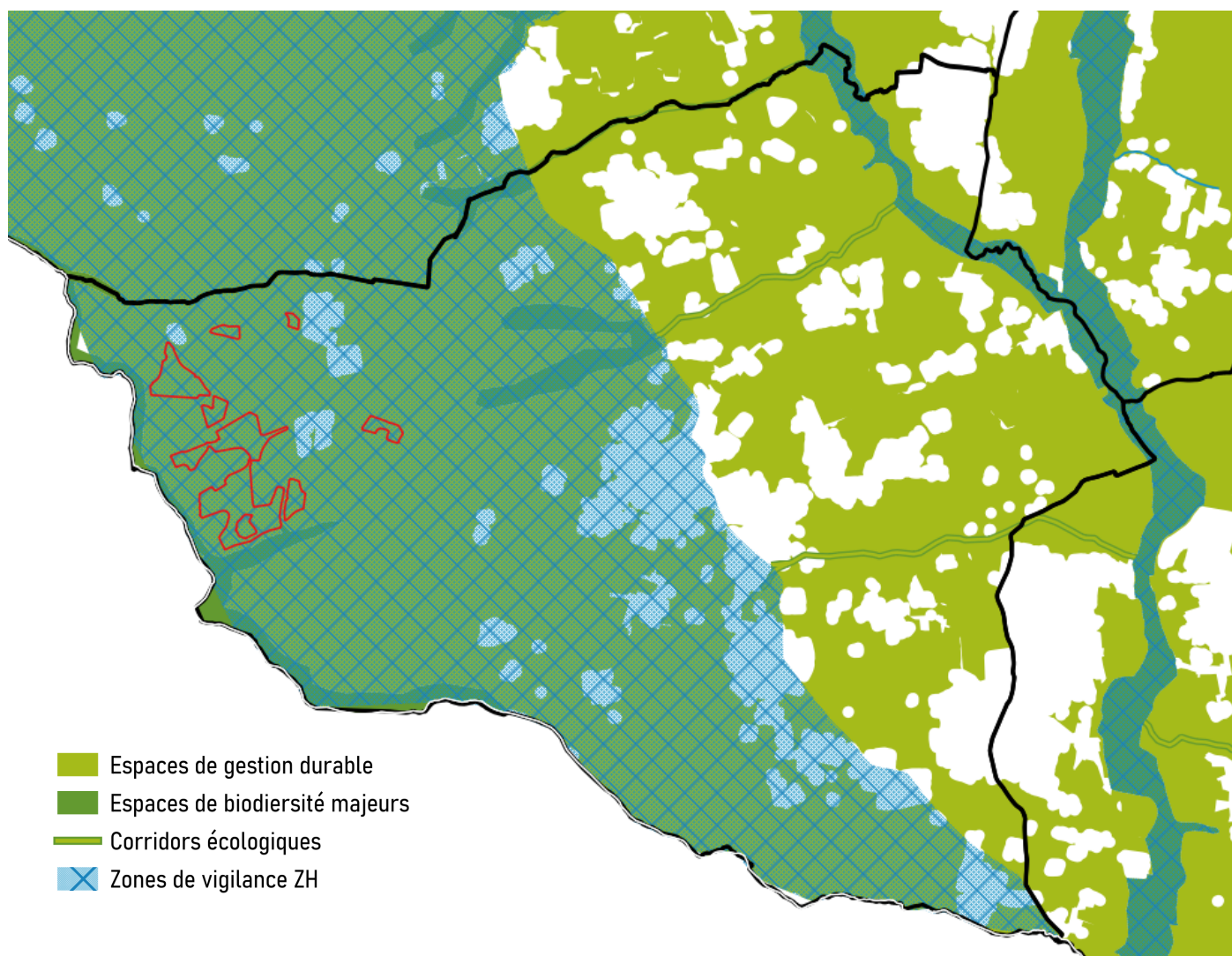
Les continuités écologiques à l'échelle du projet de zonage Npv ne nécessitent pas d'être déclinées de manière fine, dans la mesure où l'ensemble des parcelles s'inscrit dans un continuum forestier déjà identifié comme réservoir de biodiversité. En effet, au regard de la nature relativement homogène du contexte écologique local, une déclinaison détaillée s'avère peu pertinente. Cependant, les incidences potentielles sont évaluées et des mesures inscrites au PLU permettent de les atténuer.

LES CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES LOCALES

Le secteur s'inscrit au cœur d'un vaste ensemble sylvicole dominé par les conifères, constituant un maillage forestier continu. Ce massif est identifié comme réservoir de biodiversité de la sous-trame forêts et landes au sein du SRADDET Nouvelle-Aquitaine et du SRCE Poitou-Charentes. Il offre des habitats favorables aux espèces forestières et assure une bonne connexion locale grâce à la proximité immédiate de nombreux boisements autour des parcelles concernées par le changement de zonage. Les continuités écologiques sont toutefois ponctuellement contraintes par la présence de la D145, susceptibles de représenter un obstacle aux déplacements d'espèces à faible capacité de dispersion. Les milieux ouverts du secteur, principalement issus de coupes rases, demeurent dispersés ; ils forment cependant des habitats complémentaires propices à certaines espèces et participent aux effets de lisière, particulièrement intéressant dans les mosaïques forestières. L'enjeu est de garantir la pérennité de ces espaces tout en autorisant une gestion et une exploitation qui permettent le renouvellement des essences locales et le maintien de clairières et espaces semi-ouverts favorisant les effets de lisières (éviter l'enfrichement et la fermeture totale de l'espace forestier). La trame bleue est absente des terrains concernés, à l'exception de quelques zones humides. Elle n'y constitue pas un enjeu déterminant.

ANALYSE DES INCIDENCES DU CHANGEMENT DE ZONAGE

Le passage en zone Npv, autorisant l'implantation d'une centrale photovoltaïque, induit principalement des incidences potentielles sur les milieux forestiers identifiés en tant que réservoir de biodiversité. L'emprise clôturée du futur projet de centrale photovoltaïque, bien que fragmentée en plusieurs îlots et non d'un seul tenant, peut générer l'altération des continuités et ainsi entraver le déplacement des espèces terrestres. Les clôtures, ainsi que les zones défrichées, peuvent constituer des obstacles et contribuer à une fragmentation locale des habitats. L'absence d'enjeux liés à la trame bleue dans l'emprise du projet limite par ailleurs les risques d'atteinte aux continuités hydrauliques.



- Espaces de gestion durable
- Espaces de biodiversité majeurs
- Corridors écologiques
- Zones de vigilance ZH

MESURES DE RÉDUCTION DES INCIDENCES

Les incidences potentielles du changement de zonage sur les continuités écologiques sont réduites par la mise en œuvre de dispositions inscrites au PLU :

Les espaces libres de toute construction, y compris sous les panneaux et entre les rangs ainsi qu'aux zones débroussaillées autour du parc, doivent conserver un couvert végétal permanent :

- › *Ces espaces seront gérés selon une approche écologique par fauche tardive annuelle avec exportation et/ou pâturage extensif, limitant le dérangement des espèces et favorisant le maintien de conditions favorables à l'établissement de la biodiversité.*
- › *L'utilisation de produits chimiques et de phytosanitaires y est interdite.*

La circulation de la faune entre les îlots et les milieux adjacents doit être possible :

- › *Les clôtures sont limitées à 2 m de hauteur, réalisées en grillage à maille ouverte de teinte sombre et perméables à la petite faune et aux écoulements.*
- › *Elles ne doivent pas descendre à moins de 15 cm du sol ou bien aménager des ouvertures de 20 x 20 cm tous les 50 m minimum.*
- › *Il est recommandé de les doubler d'une haie vive composée d'essences locales diversifiées.*

CONCLUSION

Malgré les défrichements nécessaires, l'ouverture ponctuelle du milieu contribue à renforcer les effets de lisière, créant des interfaces écologiques particulièrement favorables à la biodiversité forestière ainsi qu'à la biodiversité des milieux ouverts. C'est à dire que le passage en zone Npv autorisant l'implantation de bâtiments et installations nécessaires à une centrale photovoltaïque, par l'ouverture des milieux, peut représenter un gain et un véritable intérêt écologique. Combinée à l'intégration de passages dédiés à la petite faune et à une configuration du projet en plusieurs îlots clôturés non contigus, limitant de fait les effets de fragmentation, l'application des mesures inscrites au PLU garantit le maintien des continuités écologiques locales. Dans ces conditions, le changement de zonage N en Npv s'inscrit dans une dynamique d'aménagement compatible avec la trame forestière, et son impact sur les continuités écologiques demeure faible voire neutre.

Observation n° 15 de la MRAe - Garantir le passage de la faune locale

Résumé de l'observation :

"Le règlement du zonage Npv relatif à la réalisation de clôtures devra intégrer une disposition permettant de garantir le passage de la faune locale afin de prendre en compte l'intérêt écologique des sites."

Pièce concernée par la remarque :

Règlement écrit

Réponse de la collectivité :

Dans la version modifiée et en réponse aux demandes des services de la DDT, le règlement intègre la prise en compte du passage de la petite faune locale.

Extrait du règlement écrit de l'Article NPV11 :

L'aspect et les dimensions des clôtures doivent rester cohérents avec l'aspect des constructions qu'elles accompagnent. Les interventions sur les murs en pierre devront respecter les caractéristiques d'origine (hauteur, appareillage, finition, aspect des portails) ; leur rehaussement par des dispositions différentes est interdit.

A l'alignement de l'espace public et en limites séparatives, les clôtures pourront être :

- *d'un grillage à maille lâche (min 20x20 cm) dans la limite d'une hauteur de 2 m maximum*
- *d'un grillage ou d'une ganivelle en bois ne descendant pas à moins de 15 cm du sol ou bien ménageant des ouvertures de 20x20 cm tous les 50 m 2 m maximum*
- *d'une haie variée d'essences locales diversifiées éventuellement doublée d'un grillage sombre respectant les dispositions ci-dessus*

Les poteaux creux seront interdits pour éviter toute mortalité."

Dans cet article, la mention des murs en pierre étant inutile sera supprimée.